

EN FIXANT LE CAP DE 8 MILLIONS DE VISITEURS À L'HORIZON 2028 **L'Algérie accélère son développement touristique**

Alors que près de quatre millions de touristes sont attendus à la fin de l'année en cours, l'Algérie affiche désormais une ambition clairement assumée : faire du tourisme un pilier à part entière de la diversification économique et porter le nombre de visiteurs à huit millions à l'horizon 2028. Cette trajectoire volontariste s'inscrit dans une stratégie nationale structurée, adossée à des investissements publics conséquents, à un effort soutenu de modernisation des infrastructures et à une montée en gamme progressive de l'offre touristique. P 3



FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Algérie et la Chine renforcent leur partenariat

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nassima Arhab, a reçu hier, au siège du ministère, une délégation de haut niveau de l'Université technologique de Pékin et de l'Association pour l'innovation éducative entre la Chine et l'Afrique du Nord (SNAEIA), dans le cadre du renforcement de la coopération algéro-chinoise et du suivi de la concrétisation du projet de l'Atelier Luban en Algérie.

P 2

ANNÉE 2025

Consolidation des acquis sociaux et amélioration constante du cadre de vie du citoyen

L'année 2025 a été marquée par le renforcement des acquis sociaux réalisés dans le cadre de la préservation de la dignité du citoyen et de l'amélioration de son cadre de vie, grâce aux décisions courageuses prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

P 3

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS NATIONALES DE FORAGE

Sonatrach mise sur l'innovation et le contenu local

Le Groupe Sonatrach réaffirme sa volonté de renforcer durablement les capacités nationales de forage, en s'appuyant sur l'innovation technologique et la valorisation du contenu local. Cette orientation stratégique a été illustrée lors de la visite de terrain effectuée avant-hier par le Président-directeur général du groupe, Noureddine Daoudi, dans la région de Hassi Messaoud. Sonatrach entend ainsi consolider sa souveraineté technologique et développer de manière pérenne les compétences et infrastructures nationales.

P 5

HYDROCARBURES

Le groupe chinois «Anton» veut renforcer sa présence en Algérie P 2

HYDRAULIQUE

Le ministre insiste sur la lutte contre les branchements illicites P 16

BDL

Ouverture de 7 nouvelles agences en 2026 P 5

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE
**Vers un
approfondissement
de la coopération
Algérie-Kazakhstan**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Koudiri, a reçu hier l'ambassadeur de la République du Kazakhstan en Algérie, M. Anurbek Akhmetov, a indiqué un communiqué du ministère. Selon la même source, cette rencontre a permis aux deux parties d'examiner les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, ainsi que les opportunités de partage d'expertises et d'expériences en médecine alternative, notamment le traitement par les plantes médicinales, un secteur dans lequel le Kazakhstan est considéré comme l'un des pays leaders. Dans ce cadre, le ministre a exprimé la disponibilité de l'Algérie à exporter ses médicaments fabriqués localement, voire à produire des médicaments essentiels sur le territoire national afin de répondre aux besoins du Kazakhstan et des marchés régionaux avoisinants. Il a également souligné l'importance de renforcer la coordination bilatérale pour tirer profit de l'expérience kazakhe en matière de médecine alternative. Au terme de la rencontre, les deux parties ont convenu de multiplier les consultations et les rencontres afin de concrétiser les axes de coopération abordés et de donner une nouvelle impulsion au partenariat algéro-kazakh dans le secteur pharmaceutique.

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Algérie et la Chine renforcent leur partenariat

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nassima Arhab, a reçu hier, au siège du ministère, une délégation de haut niveau de l'Université technologique de Pékin et de l'Association pour l'innovation éducative entre la Chine et l'Afrique du Nord (SNAEIA), dans le cadre du renforcement de la coopération algéro-chinoise et du suivi de la concrétisation du projet de l'Atelier Luban en Algérie.

Par Selma R

Cette rencontre s'inscrit dans le contexte de l'évaluation du bilan de la coopération bilatérale depuis la signature du mémorandum d'entente en octobre 2024, notamment en ce qui concerne la création de l'Atelier Luban spécialisé dans les technologies d'application et de maintenance des automobiles et des moteurs, considéré comme une pierre angulaire du processus de mise en place d'un centre national d'excellence dans les métiers de l'industrie automobile, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les discussions ont également porté sur l'état d'avancement du

projet à la suite de la visite de la délégation chinoise à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle de Belgaid (Oran), retenu comme partenaire clé pour abriter cet atelier, dans le cadre d'une vision stratégique visant à développer un pôle de formation hautement spécialisé, en adéquation avec les exigences de la transformation technologique que connaît le secteur automobile. Lors de son intervention, la ministre a souligné l'importance d'élargir les perspectives de coopération afin d'inclure le développement de programmes pédagogiques orientés vers l'industrie, la qualification des formateurs selon les normes internationales, ainsi que le lance-

ENERGIE

Installation de la nouvelle présidente de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz

Mme Baya Chekired a été installée lundi à Alger comme présidente de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) en remplacement de Wassila Atimene. La cérémonie d'installation s'est tenue au siège du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, sous la supervision du ministre du secteur Mourad Adjaj, qui a souligné dans une allocution prononcée, à cette occasion, le rôle central de la CREG, en tant que l'un des piliers essentiels de l'organisation de ce secteur stratégique et vital, lié au développement économique, à la qualité du service public et à la sécurité de l'approvisionnement en énergie. Il a également ajouté que la commission a franchi "des pas importants" dans l'instauration d'un cadre organisationnel "équilibré et transparent" vi-

sant à garantir le bon fonctionnement du marché d'électricité et du gaz, à renforcer les principes de la concurrence loyale et à protéger les droits des consommateurs, en sus d'accompagner les transformations que connaît le secteur, notamment en matière de modernisation des réseaux, d'amélioration de la performance et de rationalisation de la consommation d'énergie. La commission a aussi contribué, à travers les mécanismes de régulation et de réglementation qu'elle a développés, à renforcer la confiance entre les différents acteurs et à ancrer les règles de la bonne gouvernance, conformément aux orientations nationales visant à développer le secteur, à augmenter son rendement et assurer sa durabilité, a indiqué, M. Adjaj lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée

en présence des cadres centraux du ministère et des directeurs du secteur. Le ministre a précisé que l'objectif de ce changement à la tête de la CREG réside dans le soutien à la vision du ministère visant à renforcer la coordination avec les différents acteurs, en adéquation avec les exigences de l'étape actuelle et les défis de développement du secteur de l'énergie, tout en garantissant sa durabilité et sa sécurité dans un cadre de transparence et de bonne gouvernance. Selon M. Adjaj, l'installation de la nouvelle présidente s'inscrit dans un contexte conforme à la nouvelle vision du secteur et constitue une traduction de la feuille de route mise en œuvre par le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, visant à donner un nouveau souffle à ces services et à renforcer leur dynamique, afin de

leur permettre de s'acquitter de leurs missions réglementaires et de contrôle avec plus d'efficacité. A cette occasion, le ministre a adressé ses remerciements à Mme Atimene pour les efforts consentis à la tête de la CREG durant des années, et pour les réalisations accomplies ayant contribué au renforcement des performances de la commission et à sa promotion au service de l'intérêt général, reflétant ainsi son haut degré d'engagement et son sens de responsabilité dans l'exercice de ses fonctions. Pour rappel, l'activité de la CREG a été lancée le 24 janvier 2005, après sa création en vertu de la loi n 02-01 du 5 février 2002, dans l'objectif de réguler et de contrôler le marché de l'électricité et du gaz, et de promouvoir la concurrence et la transparence dans ce secteur vital.

HYDROCARBURES

Le groupe chinois «Anton» veut renforcer sa présence en Algérie

Par S R.

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, a reçu hier, au siège de son ministère, le directeur général du groupe chinois « Anton », M. Peter Pi, accompagné de la délégation qui l'accompagnait. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre s'est tenue en présence du président-directeur général de Sonatrach, M. Noureddine Daoudi, du président de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures, M. Samir Bekhti, ainsi que de plusieurs cadres du ministère.

Elle a constitué une occasion pour échanger des points de vue sur les perspectives d'investissement, de coopération et de partenariat dans le domaine des hydrocarbures, notamment dans les activités d'exploration et d'exploitation, le transport des hydrocarbures, le développement des champs pétroliers et gaziers utilisant les technologies modernes, ainsi que sur les projets d'infrastructures énergétiques et leur maintenance, contribuant à l'amélioration de la productivité et au renforcement de l'efficacité technique et économique. Après avoir pris connaissance d'une présentation détaillée sur les activités et l'expérience internationale du groupe « An-

ton » dans le secteur pétrolier et gazier, le ministre d'État a exposé les grandes lignes du programme de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie, mettant en avant les opportunités d'investissement disponibles ainsi que les avantages et incitations offerts par le cadre légal régissant les activités dans ce domaine, notamment en matière d'attractivité des investissements et de partenariats basés sur le transfert de technologies et la création de valeur ajoutée. Dans ce contexte, M. le ministre d'État a encouragé le renforcement des consultations techniques et institutionnelles entre Sonatrach et l'Agence de valorisation des ressources en hydrocarbures, d'une

part, et le groupe « Anton », d'autre part, afin de définir les domaines de coopération possibles et d'étudier des opportunités d'investissement concrètes et mutuellement bénéfiques. Pour sa part, M. Peter Pi a exprimé l'intérêt du groupe « Anton » à renforcer sa présence en Algérie à travers des projets concrets et durables, reposant sur l'utilisation des technologies les plus avancées au niveau mondial, et à contribuer au développement du secteur national des hydrocarbures, dans le cadre de partenariats à long terme fondés sur l'échange d'expertises et la réalisation de bénéfices partagés.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EN FIXANT LE CAP DE 8 MILLIONS DE VISITEURS À L'HORIZON 2028

L'Algérie accélère son développement touristique

Alors que près de quatre millions de touristes sont attendus à la fin de l'année en cours, l'Algérie affiche désormais une ambition clairement assumée : faire du tourisme un pilier à part entière de la diversification économique et porter le nombre de visiteurs à huit millions à l'horizon 2028. Cette trajectoire volontariste s'inscrit dans une stratégie nationale structurée, adossée à des investissements publics conséquents, à un effort soutenu de modernisation des infrastructures et à une montée en gamme progressive de l'offre touristique.

Par Adem A.

À l'horizon 2028, l'enjeu dépasse largement le simple chiffre des visiteurs. Il s'agit, pour les pouvoirs publics, de bâtir une industrie touristique durable, créatrice de valeur ajoutée, d'emplois et de cohésion territoriale, capable de positionner l'Algérie comme une destination à part entière, plurielle et compétitive sur les plans régional et international. Intervenant lors du Forum de la radio nationale, la ministre du Tourisme et des Métiers de l'artisanat, Houria Meddahi, a rappelé que le secteur figure désormais parmi les priorités de l'État, en cohérence avec la vision du président de la République visant la construction d'une économie diversifiée, génératrice de richesse et d'emplois durables. « Le tourisme et l'artisanat font partie des secteurs auxquels l'État accorde une importance stratégique dans le cadre de la nouvelle vision économique du pays », a-t-elle souligné, insistant sur le rôle du tourisme comme alternative crédible aux hydrocarbures. Pour concrétiser cette ambition, le département ministériel a élaboré une stratégie couvrant la période 2024-2030, axée à la fois sur le développement du tourisme interne et le renforcement du tourisme réceptif. L'objectif est double : permettre aux familles algériennes de passer leurs vacances à l'intérieur du pays, dans des conditions

adaptées à leur pouvoir d'achat, tout en positionnant l'Algérie comme une destination compétitive sur les marchés internationaux. À ce titre, la ministre a mis en avant la richesse exceptionnelle du potentiel touristique national. L'Algérie dispose d'un littoral de plus de 1 200 kilomètres, de chaînes montagneuses propices au tourisme de nature, d'un patrimoine culturel et archéologique d'envergure mondiale, ainsi que d'un Sahara considéré parmi les meilleures destinations désertiques au monde. « L'Algérie est classée deuxième au monde après Rome en matière de sites romains, ce qui constitue un atout majeur pour le développement du tourisme culturel », a rappelé Houria Meddahi, citant notamment Tipasa, Timgad, Djemila et Tébessa. La dynamique est particulièrement perceptible dans le tourisme saharien, dont la saison s'étend d'octobre à début avril. Ces dernières années, les wilayas du Sud connaissent une fréquentation en constante progression, aussi bien de la part des touristes étrangers que des visiteurs nationaux. « Nous avons constaté un engouement remarquable des familles algériennes pour le tourisme saharien, ce qui était beaucoup moins le cas auparavant », a relevé la ministre, évoquant l'attrait exercé par des destinations comme Timimoun, Djanet, Tamanrasset ou El Oued, portées par la richesse de leur patrimoine naturel et culturel.

15,5 milliards de dinars destinée à l'aménagement des ZET

Cette dynamique repose également sur un effort soutenu en matière d'investissement. Pour l'année 2026, l'État a mobilisé une enveloppe de 15,5 milliards de dinars destinée à l'aménagement des zones d'expansion touristique. Plus de 350 lots fonciers ont déjà été réalisés, dont 240 lots aménagés intégrés à la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, afin d'être attribués aux porteurs de projets dans un cadre de transparence. « Le foncier touristique est désormais accordé dans le cadre du nouveau dispositif juridique de l'investissement, avec un accompagnement permanent des investisseurs », a précisé la ministre. Le renforcement de la capacité d'hébergement constitue un autre levier central de cette stratégie. La réception de 65 nouveaux projets touristiques à travers le pays a permis de porter la capacité nationale de 138 000 lits à la fin de l'année 2024 à près de 147 000 lits actuellement. Cette progression devrait se poursuivre pour atteindre 220 000 lits d'ici 2028, une condition essentielle pour accueillir le volume de touristes visé. Selon Mme Meddahi, « l'augmentation du nombre de lits permet non seulement d'améliorer l'accueil, mais aussi de créer une concurrence saine qui contribue à la baisse

des prix au profit des familles ». L'impact économique du secteur est déjà tangible. Les nouvelles structures hôtelières ont généré près de 39 000 emplois permanents, auxquels s'ajoutent des milliers d'emplois saisonniers, notamment dans le tourisme saharien et balnéaire. « Chaque projet touristique est un moteur de développement local, créateur d'emplois directs et indirects », a insisté la ministre, soulignant le rôle du secteur dans la réduction des disparités territoriales. L'ambition de doubler le nombre de visiteurs repose également sur la diversification de l'offre, avec un accent particulier sur le tourisme familial, le tourisme thermal et de bien-être, ainsi que le tourisme écologique. L'Algérie compte 282 sources thermales, dont la valorisation progresse à travers plusieurs projets en cours, tandis que des orientations claires ont été données pour promouvoir des hébergements respectueux de l'environnement, notamment dans les régions sahariennes. Enfin, la promotion internationale et l'ouverture sur le marché africain constituent un axe stratégique majeur. Dans ce contexte, la distinction décernée à Oran comme meilleure destination touristique africaine montante pour 2025 vient conforter la stratégie nationale. « Cette reconnaissance est une fierté pour l'Algérie et confirme le potentiel réel de nos destinations sur la scène internationale », a conclu Houria Meddahi.

ANNÉE 2025

Consolidation des acquis sociaux et amélioration constante du cadre de vie du citoyen

L'année 2025 a été marquée par le renforcement des acquis sociaux réalisés dans le cadre de la préservation de la dignité du citoyen et de l'amélioration de son cadre de vie, grâce aux décisions courageuses prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Ces décisions ont été concrétisées dans la stabilité et le dialogue continu, en plaçant les préoccupations du citoyen au cœur des programmes de développement. Le président de la République a réaffirmé, à chaque occasion, que servir le citoyen doit être "en tête des priorités" et que sa dignité est une "ligne rouge", soulignant son attachement à concrétiser l'ensemble de ses engagements envers le peuple algérien, à travers des programmes de développement réalistes contribuant à l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Considérant que l'efficacité constitue le fondement de l'évaluation de la performance du Gouvernement, le président de la République a procédé, cette année, à un remaniement gouvernemental en vertu duquel M. Sifi Ghrieb a été nommé Premier ministre, le qualifiant d'"homme de terrain". Lors de l'audience accordée par le président de la République à M. Ghrieb pour le charger de former un gouvernement, il lui a donné "toutes les instructions nécessaires pour être, avant tout, au service des citoyens et promouvoir l'économie nationale aux rangs qui sièent à l'Algérie en tant qu'Etat pivot aux niveaux régional et inter-

national", mais aussi à "consulter toutes les catégories et franges nationales" au service de l'Algérie. Le président de la République a également instruit les membres du Gouvernement de relancer l'action gouvernementale, avec efficacité et efficience, à travers un travail de terrain pour la gestion des affaires publiques, afin d'assurer une immunité globale dans tous les secteurs et gagner en crédibilité auprès de l'opinion publique, en apportant des solutions à même de renforcer le front intérieur. Le président de la République insiste, à chaque occasion, sur l'impératif de placer le citoyen et ses préoccupations au cœur des priorités dans l'ensemble des programmes de développement, afin de réaliser un développement socioéconomique de qualité. Dans cette optique, les décisions historiques prises récemment par le président de la République constituent un nouveau jalon dans ce processus, avec l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) de 20.000 DA à 24.000 DA, à compter de janvier 2026. Cette revalorisation du SNMG est la plus importante enregistrée dans le pays, apportant ainsi un soutien supplémentaire à la plus large frange de travailleurs. Il a également décidé de porter l'allocation chômage à 18.000 DA, en consécration du caractère social de l'Etat, tout en renforçant la place des jeunes, en les encourageant à s'intégrer dans le marché du travail et en

leur garantissant un revenu minimum qui préserve leur dignité. Il a, par ailleurs, donné des instructions au Gouvernement pour présenter des propositions relatives à la revalorisation des pensions et allocations de retraite. Cette orientation générale s'est traduite, en outre, dans l'instruction donnée par le président de la République pour que la loi de Finances 2026 ne prévoit aucune augmentation qui accable le pouvoir d'achat du citoyen, qu'elle soit incitative à l'investissement et à la concurrence, qu'elle ne prévoit pas de décisions sectorielles pour susciter l'admiration ou à visées populistes, mais pour réaliser une valeur ajoutée et une faisabilité économique étudiée avec des résultats garantis. A cet égard, des acquis majeurs ont été réalisés, en un temps court et avec des moyens humains et matériels locaux, dans plusieurs secteurs, à l'instar de l'Habitat qui représente désormais le plus grand indicateur socioéconomique du développement en Algérie, tel que souligné récemment par le président de la République à Constantine où il a posé la première pierre du premier projet de logements du programme AADL 3, lancé officiellement au début de l'année en cours. Pour concrétiser la volonté de l'Etat de répondre aux exigences du développement local, à travers l'ouverture de plus larges perspectives, le président de la République a décidé, en novembre dernier, la promo-

tion de 11 circonscriptions administratives dans les Hauts Plateaux et le Sud, en wilayas à part entière, après avoir opéré auparavant un mouvement partiel dans le corps des walis et walis délégués. En consécration des traditions qu'il a instaurées et afin de renforcer les mécanismes de dialogue et de concertation avec les acteurs de la scène nationale, le président de la République a poursuivi, en 2025, ses rencontres avec les responsables de partis politiques au siège de la Présidence de la République, ainsi que ses entretiens avec les représentants des médias nationaux. Il a, en outre, présidé la rencontre Gouvernement-walis et la rencontre nationale avec les opérateurs économiques et rencontré nombre de personnalités nationales éminentes. Partant de tous ces indicateurs politiques et socioéconomiques positifs, l'Algérie s'apprête, en 2026, à amorcer "un nouveau départ qui la conduira à bon port", comme l'a affirmé récemment le président de la République, une année qui connaîtra l'exploitation de mégaprojets structurants dans plusieurs secteurs, tels que les mines, les énergies renouvelables, l'agriculture et l'industrie. Le pays s'engagera également dans une phase de modernisation complète, en focalisant ses efforts sur l'investissement dans sa véritable richesse, à savoir sa jeunesse qui a démontré son excellence dans le monde de l'innovation et de l'entrepreneuriat, tant au niveau continental qu'international.

APS

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre préside une réunion d’évaluation sur la stratégie nationale de numérisation du secteur

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui a présidé, dimanche à Alger, une réunion de travail consacrée à l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation numérique au niveau du secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, un exposé global a été présenté sur les différents projets du secteur liés à la numérisation, en mettant en évidence leur état d'avancement, les défis rencontrés ainsi que les perspectives de renforcement du processus de transformation numérique dans le domaine des travaux publics et des infrastructures de base, précise le communiqué.

La réunion, tenue au siège du ministère, s'est déroulée en présence des cadres centraux du secteur, d'une équipe technique du Haut-Commissariat à la numérisation, ainsi que d'un expert spécialisé dans le domaine de la digitalisation.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

L’ARPCE lance sa nouvelle plateforme de services en ligne

L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement de sa nouvelle plateforme de services en ligne "e-Services".

Cette plateforme, accessible via le lien <https://esvc.arpce.dz>, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'autorité visant à "moderniser les méthodes de travail et améliorer en continu la qualité des services offerts aux usagers".

Cette solution numérique innovante a été conçue pour "faciliter le dépôt, le suivi et le traitement à distance des demandes de services, tout en garantissant davantage de rapidité, de transparence et d'efficacité dans les procédures administratives", précise la même source.

A travers cette initiative, qui s'inscrit dans le processus de transformation numérique engagé, au service des professionnels des secteurs de la poste et des communications électroniques, l'ARPCE réaffirme "son engagement à moderniser ses prestations, simplifier les démarches administratives et renforcer la qualité du service au profit de l'ensemble des usagers".

MINES

Consacrer le modèle de l’économie circulaire et valoriser les résidus miniers

Le ministre d’Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué, avant-hier à Alger, que les services de son secteur œuvrent à la généralisation des projets de valorisation des déchets minéraux solides, à travers la concrétisation du concept de «mines urbaines».

M. Arkab s’exprimait lors des travaux de la rencontre nationale sur la qualité de la vie, organisée par le ministère de l’Environnement et de la Qualité de la vie, sous l’égide du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, placée sous le slogan «Des acquis nationaux avec des enjeux de développement», et ce, en présence de membres du Gouvernement. Dans son allocution, le ministre d’Etat a précisé que le secteur des Hydrocarbures et des Mines s’attèle à la consécration du modèle de l’économie circulaire à travers la valorisation des déchets solides, en mettant en œuvre le concept de «mines urbaines», visant la récupération et le recyclage des métaux utilisés,

notamment les résidus ferreux.

Concernant la valorisation des matières organiques, M. Arkab a affirmé que le secteur intensifiera ses efforts pour généraliser les projets de recyclage des huiles usagées et la production de biocarburants, ce qui «transforme les défis environnementaux en opportunités de développement soutenant la qualité de la vie». Dans le même contexte, le ministre d’Etat a mis en exergue les efforts déployés par le secteur des Hydrocarbures et des Mines pour la protection de l’environnement et la réduction de l’empreinte carbone, à travers plusieurs projets, dont celui lancé par le groupe Sonatrach visant la plantation de plus de 400 millions d’arbustes sur une période de dix ans, couvrant une superficie de 520.000 hectares à travers différentes régions du pays.

Ce projet contribuera au soutien du développement social de plus de 10.000 agriculteurs et à la création d’environ 24.000 emplois directs et indirects, en plus du développement

des technologies de stockage et d’utilisation du carbone.

Par ailleurs, le secteur œuvre à réduire le volume de gaz torché à moins de 1 %, grâce aux mesures et procédures en cours de mise en œuvre pour le suivi et la surveillance des émissions, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux.

A ce titre, M. Arkab a signalé la mise en place d’une commission spécialisée regroupant l’ensemble des acteurs concernés, chargée d’étudier et d’élaborer une feuille de route pour la création d’un mécanisme national de détection, d’évaluation et de réduction des émissions de méthane.

Dans le même sillage, l’adoption de mesures écologiques dans le domaine des carburants a permis d’éliminer le plomb émis par les véhicules grâce à la commercialisation d’un seul type d’essence, ce qui a contribué significativement à l’amélioration de la qualité des carburants et à la réduction des émissions, selon M. Arkab.

RACCORDEMENT DE 9 COMMUNES À GUELMA À LA STATION DE DESSALEMENT D’EAU DE MER

“Fin février 2026”, dernier délai pour la réception du projet

Le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, a souligné, dimanche à Guelma, que le dernier délai pour la réception du projet de raccordement de 9 communes de cette wilaya à la station de dessalement d’eau de mer de Koudiat Eddraouche (El Tarf) est fixé à la "fin du mois de février 2026".

Le ministre, qui effectuait une visite de travail dans la wilaya de Guelma, a écouté, dans la commune d’Ain Ben Beida, un exposé détaillé sur les taux d’avancement des différentes phases du projet, avant d’instruire les responsables en charge des travaux à l’effet de "prendre toutes les mesures nécessaires pour livrer le projet avant la fin de février prochain afin de garantir l’approvisionnement en eau potable, depuis la station de dessalement de Koudiat Eddraouche, de quelque 120.000 habitants des communes concernées".

M. Derbal, rappelant que les autorités publiques ont mis en place tous les moyens nécessaires pour réaliser des projets destinés à améliorer l’ap-

provisionnement en eau potable des citoyens, a souligné qu’aucune justification ne saurait expliquer un retard dans la mise en œuvre de ces projets, dont celui portant raccordement de communes rencontrant des difficultés d’alimentation en eau à la station de dessalement d’eau de mer de Koudiat Eddraouche pour un débit estimé à 40.000 m3/jour.

Le ministre a annoncé, in situ, des visites d’inspection inopinées pour évaluer sur le terrain le

rythme des travaux du projet, subdivisé en plusieurs lots, et comprenant la construction de 14 réservoirs, de 8 stations de pompage, ainsi que la mise en place de canalisations sur un linéaire de 125 km pour fournir de l’eau potable aux habitants des communes d’Ain Ben Beida, d’Oued Fragha, de Bouchegouf, de Medjez Sfa, de Nechmaya, de Guelaât Bousba, d’El Fedjoudj, Bouati Mahmoud et d’Heliopolis, tout en renforçant l’approvisionnement de la commune de Guelma.

Mercuriale					
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 21 ديسمبر 2025 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 Décembre 2025					
Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg	معدل	أعلى	دج / كلف
		Moyenne	Maximum	Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	69	78	59	البطاطا
	Tomate	147	165	128	الطماطم
	Oignon sec	60	67	53	البصل الجاف
	Ail sec	761	830	692	الثوم الجاف
	Carotte	80	91	70	الجزر
	Navet	102	114	89	اللفت
	Choux fleur	94	105	84	قرنبيط
	Choux	88	100	76	الكرنب
	Courgette	166	183	149	الكوسة
	Haricot vert	284	308	259	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	142	156	127	الخس
Fruits frais	Clémentine	184	224	143	كليمنتين
	Orange	166	202	129	البرتقال
	Citron	153	176	131	الليمون
	Pomme locale	381	462	300	التفاح المحلي
	Datte	510	638	383	التمر
	Banane	478	495	461	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1898	2050	1746	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	344	356	332	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,73	-24,10	5,63	10,97	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,87	9,00	5,56	35700	49 980 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	0,01	2,74	6,65	6,40	950	2 375 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,02	1,64	10,97	5,43	9643	22 178 900,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,09	-8,66	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	1,11	4,55	3,97	5,00	10	4 200,00

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS NATIONALES DE FORAGE

Sonatrach mise sur l'innovation et le contenu local

Le Groupe Sonatrach réaffirme sa volonté de renforcer durablement les capacités nationales de forage, en s'appuyant sur l'innovation technologique et la valorisation du contenu local. Cette orientation stratégique a été illustrée lors de la visite de terrain effectuée avant-hier par le Président-directeur général du groupe, Noureddine Daoudi, dans la région de Hassi Messaoud. Sonatrach entend ainsi consolider sa souveraineté technologique et développer de manière pérenne les compétences et infrastructures nationales.

Par M. A.

Inscrite dans le cadre du suivi des projets structurants, cette visite a permis d'évaluer l'état d'avancement des actions engagées pour améliorer les performances opérationnelles et consolider l'autonomie technologique du groupe, en cohérence avec la stratégie de Sonatrach à l'horizon 2030. Dès la première étape du programme, la délégation s'est rendue à la base logistique de l'Entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), où une présentation détaillée des activités et des perspectives de la filiale a été faite. L'un des temps forts de la visite a été l'inauguration du centre ENTP EYES / Real Time Decision Supports Center. Véritable outil d'aide à la décision, ce centre repose sur un système de télé-monitoring intégrant l'intelligence artificielle et des technologies de pointe, permettant le suivi en temps réel des opérations de forage et le monitoring continu des indicateurs clés de performance. Conçu et mis en œuvre dans des délais records grâce à des compétences 100 % nationales, avec l'appui de start-up algériennes, ce projet illustre la nouvelle orientation du groupe en matière d'innovation. À cette occasion, Noureddine Daoudi a souligné que « l'innovation constitue l'un des piliers fondamentaux pour atteindre les objectifs stratégiques de Sonatrach », insistant sur la nécessité d'ancrer la transformation technologique au cœur des métiers du groupe. La visite a également été marquée par la mise en service de deux nouveaux appareils de fo-

rage de type 750 HP Fast Move, premiers d'une série de huit appareils de différentes puissances inscrits dans le Plan à Moyen Terme. Ces acquisitions traduisent un saut qualitatif pour l'ENTP, en lui permettant de diversifier ses prestations et de renforcer sa capacité d'intervention sur les chantiers de forage. Dans le même sillage, la mise en service de l'appareil TP 234, d'une puissance de 1 500 HP et doté de la technologie VFD, est venue clôturer le programme de rénovation de cinq appareils initialement acquis comme équipements usagés. Le Président-directeur général de l'ENTP, Abdelghafour Ghellab, a souligné que cette opération de rénovation, entièrement réalisée par des compétences internes, a permis de réaliser une économie financière dépassant 150 millions de dollars, soit l'équivalent du coût d'acquisition d'appareils neufs similaires. Un résultat qui conforte, selon les responsables du groupe, la pertinence du choix stratégique consistant à investir dans le savoir-faire national. Pour Noureddine Daoudi, ces équipements « constituent un investissement structurant, en parfaite adéquation avec le déploiement de la stratégie de Sonatrach à l'horizon 2030 ». La promotion du contenu local a constitué un autre axe majeur de cette visite. À ce titre, les responsables de l'ENTP ont présenté un projet de construction de circuits à boue, entièrement conçus par les équipes d'ingénierie de la filiale et fabriqués par la Société nationale Ferroviaire. Cette réalisation s'inscrit dans la politique du groupe visant à renforcer l'intégration nationale et à réduire la dépen-

dance aux importations. Dans cette perspective, le PDG de Sonatrach a instruit l'ensemble des filiales à intensifier le recours aux ressources nationales et à mutualiser leurs besoins, notamment à travers la mise en place d'une plateforme permettant d'identifier les pièces de rechange disponibles, afin de réduire les délais et d'optimiser les coûts. La filiale ENAFOR a également figuré au programme de la visite. Au niveau de son yard, un exposé technique a été consacré à l'acquisition de l'appareil de forage télescopique ENAFOR 62, d'une puissance de 1 000 HP, de type Fast Moving, équipé d'un système VFD et monté sur trailers. Conçu pour réduire significativement la durée des opérations de démontage, de transport et de montage, cet appareil vise à améliorer la mobilité et l'efficacité globale des opérations de forage, en s'appuyant, là encore, sur des sociétés 100 % algériennes. La visite s'est achevée à la base Irara de la Division Production, où la délégation a pris connaissance des bilans de production, des projets en cours, du plan de développement de la région de Hassi Messaoud et des techniques mises en œuvre pour l'amélioration des performances de production. En saluant le travail des cadres, ingénieurs et techniciens, Noureddine Daoudi a tenu à rappeler que « la concrétisation de ces réalisations est le fruit d'un travail soutenu, mené avec détermination par des équipes animées par un esprit de coopération, de discipline et de responsabilité », estimant que cet engagement collectif reflète les valeurs fondamentales du Groupe Sonatrach.

FOIRE DE LA PRODUCTION NATIONALE

Un véritable baromètre de l'économie nationale

Par Hadi Reda

La 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), ouverte le 18 décembre et se poursuivant jusqu'au 27 décembre, confirme plus que jamais son statut de rendez-vous économique majeur et de vitrine stratégique du savoir-faire national. Placée sous le haut patronage du président de la République, cette manifestation rassemble cette année plus de 700 entreprises algériennes, issues de l'ensemble des secteurs productifs, traduisant l'ampleur et la diversification croissante de l'appareil productif national. C'est ainsi que cet événement a été traduit par Karim Boukadoum - Directeur général de la société algérienne des foires et exportations (SAFEX), qui a analysé son impact sur la vie économique de notre pays, lors de son passage à la radio nationale. Organisée sur une superficie d'exposition dépassant les 40 000 m², contre près de 29 000 m² lors de l'édition précédente, la FPA 2025 enregistre une progression de plus de 40 % de ses capacités d'accueil. Le nombre d'exposants connaît, quant à

lui, une hausse supérieure à 30 %, signe d'une dynamique industrielle et entrepreneuriale en pleine accélération. Industrie militaire, énergie, chimie, électronique, électromécanique, mécanique, agroalimentaire ou encore technologies de l'information : tous les secteurs sont représentés, illustrant la profondeur du tissu productif algérien. Au-delà des chiffres, Boukadoum explique que la Foire de la production nationale s'impose comme un indicateur fiable de la transformation structurelle de l'économie algérienne. À cinq jours de son ouverture, la manifestation affiche déjà une forte affluence, avec un objectif avoisinant les 600 000 visiteurs, à l'image des précédentes éditions. Ce visitorat, est composé à la fois de professionnels nationaux et étrangers, mais aussi du grand public, confère à la FPA un rôle hybride : plateforme de business, espace de promotion industrielle et vitrine de la consommation locale. Les secteurs traditionnellement moteurs — agroalimentaire, électroménager, électronique ou industrie mécanique — confirment leur solidité, mais l'édition

2025 se distingue surtout par l'émergence marquée de nouveaux pôles de croissance. Pour lui, les start-up, la recherche scientifique et les technologies numériques occupent désormais une place centrale. Présentes dans l'agriculture, le textile, la manufacture ou les services, les jeunes pousses algériennes ne se limitent plus au seul champ informatique. Leur intégration dans les chaînes de valeur industrielles témoigne d'un changement de paradigme, porté par une politique publique volontariste en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Au final, la Foire de la production algérienne apparaît comme bien plus qu'un simple événement commercial. Elle est le reflet d'une économie nationale en mutation, portée par une ressource humaine qualifiée, une intégration industrielle croissante et une volonté affirmée de souveraineté productive. Un baromètre annuel qui confirme que la production algérienne est désormais engagée dans une nouvelle étape de son développement.

BDL

Ouverture de 7 nouvelles agences en 2026

Par R. E.

Le directeur général de la Banque de développement local (BDL), Mohamed Mebarek, a indiqué, hier à Sétif, que cet établissement bancaire envisage d'ouvrir 7 nouvelles agences en 2026, permettant ainsi d'étendre son réseau et de se rapprocher davantage de sa clientèle. M. Mebarek a précisé, en marge de l'inauguration de l'agence d'Aïn Oulmane (33 km au sud de Sétif), en présence du wali, Mustapha Li-mani, et des cadres de la banque, que le programme prévu dans ce cadre, inscrit dans la stratégie de la BDL, "donnera la priorité à l'ouverture d'agences dans les nouvelles wilayas des hauts plateaux et du grand sud, ainsi que dans les zones d'activité commerciale et industrielle". Le DG de la BDL a fait savoir, à ce propos, que la banque qu'il dirige "s'appuie sur une stratégie portant sur l'ouverture de 5 nouvelles agences chaque année", avant de souligner que l'agence d'Aïn Oulmane, qui s'ajoute aux 172 autres agences réparties à travers le pays, est la 5ème à être inaugurée en 2025". Le même responsable a ajouté que l'objectif est de "rapprocher les services offerts par la BDL du citoyen, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à diffuser une culture bancaire dans la société, et à attirer le plus grand nombre possible de clients, notamment les opérateurs économiques". Selon M. Mebarek, "des efforts sont déployés pour intensifier les activités bancaires et professionnelles dans l'optique d'améliorer les produits de la banque et d'augmenter le niveau de rentabilité et de rendement, en particulier pour les opérateurs ayant investi dans le capital de cette institution", rappelant, dans le même contexte, que 30% des actionnaires de la BDL sont des particuliers et des entreprises. Le DG de la BDL, accompagné du chef de l'exécutif local et des autorités de la daïra d'Aïn Oulmane, a visité les différentes installations de l'agence, où des explications détaillées lui ont été fournies sur la nature des services bancaires que cette nouvelle agence offrira afin de soutenir la dynamique économique locale, notamment au profit des investisseurs et des porteurs de projets.

EL-BAYADH/JUMELAGE
ENTRE HÔPITAUX

Lancement d'examen
médicaux spécialisés à
El-Abiodh Sidi Cheikh

Des examens médicaux spécialisés ont été lancés, dimanche dans la wilaya déléguée d'El-Abiodh Sidi Cheikh, dans le cadre du jumelage entre l'établissement public hospitalier « Chahid Djermani Mohamed » de cette collectivité locale et le centre hospitalo-universitaire « Docteur Tidjani Damerdj » de Tlemcen, à-t-on informé auprès des responsables de l'opération. Le directeur de l'hôpital d'El-Abiodh Sidi Cheikh, Djilali Boudia, a indiqué à l'APS que cette initiative, qui se poursuivra jusqu'au 25 décembre en cours, concerne plusieurs spécialités, notamment la chirurgie orthopédique et traumatologique, ainsi que la médecine de rééducation fonctionnelle, dont les consultations sont assurées à la salle de soins du quartier Naftal. Elle inclut également la dermatologie et les maladies endocriniennes au niveau de la polyclinique Kheloufi Abdelkader, ainsi que la chirurgie maxillo-faciale à la clinique de santé scolaire Slimani Benaïssa, entre autres spécialités. De telles opérations médicales, organisées périodiquement dans le cadre du jumelage, permettent la réalisation de nombreux examens médicaux spécialisés et d'interventions chirurgicales. Elles visent à rapprocher les services de santé du citoyen et à alléger les contraintes liées aux déplacements vers les hôpitaux des wilayas du Nord du pays, à-t-on précisé.

SOUK AHRAS

Réception prochaine
de 7 nouveaux
châteaux d'eau à
Ouled Moumen

Sept nouveaux châteaux d'eau seront prochainement réceptionnés dans la commune d'Ouled Moumen (60 km à l'extrême Est de Souk Ahras) pour renforcer l'approvisionnement en eau potable de ses habitants, à-on informé dimanche auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale. Dans une déclaration de réalisation à l'APS, M. Djamel-Eddine Amaïdia a précisé que le taux d'avancement des travaux de réalisation en cours de ces châteaux d'eau dont la capacité varie entre 35 et 100 m3 a dépassé 85 %, en plus qu'une enveloppe financière de 400 millions DA a été octroyée à leur. Ces châteaux d'eau en cours de raccordement au château d'eau principal de mechta « Ras El Kef » dans la même commune sur une distance de 21 km permettront de mobiliser des quantités d'eau supplémentaires pour plus de 300 ménages, selon le même élu. Des travaux de réalisation de quatre stations de pompage depuis les fourrages profonds de mechta « Bir Louhichi » (commune de Heddada) sont en outre en cours de réalisation dans cette commune pour améliorer l'alimentation en eau potable de l'agglomération « Lefouidhi », a ajouté la même source.

BORDJ BOU ARRERIDJ

2,7 milliards DA pour les équipements
publics accompagnant les
programmes de logement

Une enveloppe financière de 2,7 milliards DA a été octroyée dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour le renforcement des équipements publics de services accompagnant les programmes de collectif pour assurer une meilleure couverture logement des agglomérations réalisées et en voie de l'être dans les différentes communes, à-t-on avisé, dimanche auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, ce montant est dégagé pour la concrétisation des programmes d'équipements publics accompagnant les programmes de logement en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants et répondre à leurs besoins essentiels dans les divers secteurs. L'essentiel des équipements de ce programme sont des établissements scolaires dont un lycée de 1000 places au POS-07 à Bordj Bou Arreridj (550 millions DA), deux CEM base-6 au nouveau pôle urbain de Bordj Bou Arreridj et au POS-R2 dans

la commune d'El Anasser (350 millions DA) et des groupements scolaires au chef-lieu de wilaya et à El Aichaoui (Mansoura) (200 millions DA pour chaque groupement). Le secteur de la santé a retenu de l'étude et de la une polyclinique dans la commune d'Ain Taghrout pour une enveloppe financière de 280 millions DA pour améliorer la qualité des soins sanitaires, selon la même source. Le même programme porte également sur la de deux sièges de sûreté urbaine à Bordj Bou Arreridj pour 360 millions DA afin

d'améliorer la couverture sécuritaire et accompagner l'expansion urbaine, à-on indiqué. Les mêmes services ont affirmé que les appels d'offres de ces projets ont été lancés. La wilaya a retenu d'un autre programme sectoriel pour consolider les équipements de service à travers les communes incluant des établissements scolaires et sanitaires, selon la même source qui a assuré que les procédures administratives de ces projets ont atteint un stade avancé avant le lancement prochain de leurs appels d'offres

BISKRA

Ouverture du Salon national des dérivés du palmier
et des produits d'artisanat

La 14e édition du Salon national des dérivés du palmier et des produits d'artisanat a été ouverte, dimanche, à la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Biskra, avec la participation de 89 artisans issus de plusieurs wilayas du pays. Les stands de ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 3 janvier prochain, proposent une large gamme de produits artisanaux, notamment les dérivés du palmier tels que des chaises, des tables, des paniers et

diverses œuvres artistiques, ainsi que des produits issus de la datte, à l'instar du miel de dattes et de la poudre de dattes. L'exposition comprend également de nombreux articles en cuivre, en bois et de la bijouterie, fruits du savoir-faire des artisans, sans oublier les vêtements traditionnels, destinés aussi bien aux adultes qu'aux enfants. Les visiteurs peuvent également y découvrir d'autres produits, tels que l'huile d'olive, des objets sou-

venirs, des ustensiles ménagers en poterie, diverses variétés de gâteaux traditionnels, des parfums et des produits cosmétiques. Cette manifestation « constitue une activité à caractère économique et touristique pour la région, en contribuant à la promotion du produit artisanal et à son rapprochement des consommateurs, tout en permettant aux gestionnaires des structures touristiques de bénéficier de ces produits artisanaux à travers leur exposition dans les

halls internes de ces établissements », a souligné dans une déclaration à l'APS, en marge de l'ouverture de ce salon, le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Biskra, M. Hachemi Allaoui. Ce salon national est organisé à l'initiative de la chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Biskra, en coordination avec la direction locale du tourisme et de l'artisanat, selon les organisateurs.

NÂAMA

Reprise des vols aériens

Les vols aériens ont repris, dimanche à l'aéroport Cheikh-Bouâmama de Mecheria (wilaya de Nâama), après l'achèvement des travaux de renforcement et d'aménagement de l'aire de stationnement des avions, à-on informé auprès de la direction de l'aéroport. La reprise des activités de cette infrastructure s'est concrétisée par l'accueil d'un vol de la compagnie Air Algérie en provenance d'Alger à destination de Mecheria, en présence du wali de Nâama, Lounès Bouzegza. Cette opération a suscité une grande satisfaction parmi les voyageurs, a indiqué le directeur de l'entreprise

de gestion des services de l'aéroport de Mecheria, Hadi Imad-Eddine. Le même responsable a précisé qu'il a été proposé d'inscrire une opération relative à l'étude de l'extension de la station aéroportuaire, comprenant l'agrandissement de l'aire de stationnement des avions afin d'accueillir simultanément sept avions de grande taille, ainsi que la réalisation d'un salon d'honneur et d'un hall d'aéroport doté de l'ensemble des commodités nécessaires. Il a ajouté que la commission de wilaya compétente a récemment validé le choix d'un terrain

d'une superficie de 22 hectares, jouxtant cette infrastructure aéroportuaire, destinée à ce projet d'envergure visant à améliorer les services du transport aérien. Pour rappel, les travaux de renforcement et d'aménagement de l'aire de stationnement des avions de l'aéroport de Mecheria ont été lancés, à la fin du mois d'octobre dernier, avec un délai de réalisation fixé à trois mois. L'opération, confiée à une entreprise locale de réalisation, a été achevée avant l'expiration des délais impartis, en près de deux mois, selon la Direction des travaux publics de la wilaya, maître d'ouvrage du projet.

TIARET

Création d'un incubateur d'accompagnement des projets
de développement juvéniles

Un incubateur dédié à l'encadrement et à l'accompagnement des projets de développement portés par les jeunes a été créé, récemment à Tiaret, à-on informé, dimanche, auprès de la Ligue de wilaya des initiatives de jeunesse, initiatrice de cette structure. Le président de la ligue, Kada Khettab, a expliqué que cet incubateur constitue l'un des résultats d'une session de formation ayant récemment conçu aux représentants de 60 associations locales, portant sur "l'ingénierie et la gestion des projets de développement de jeunesse". Cette formation a contribué à l'ancrage d'une culture de conception de projets de développement durable au profit des jeunes.

La gestion de cet incubateur est assurée par des cadres de la Direction de la jeunesse et des sports, en collaboration avec des membres de la ligue et des représentants d'associations. Leur mission consiste à renforcer les capacités des associations, afin d'améliorer leurs performances sur le terrain, à travers l'orientation et l'accompagnement dans la préparation de projets efficaces susceptibles d'être concrétisés grâce aux financements du ministère de la Jeunesse. M. Khettab a indiqué que cette structure a déjà accueilli huit projets liés à la protection de l'environnement, au développement du tourisme, à l'informatique et à la robotique, ainsi qu'à la prévention des jeunes contre les drogues. Ces projets ont

été proposés par des associations locales, dont les présidents figuraient parmi les bénéficiaires de la formation présumée. Les membres de l'incubateur travailleront, en coordination avec les secteurs concernés par la mise en œuvre de ces projets tels que le tourisme, l'artisanat et les métiers, l'environnement, la conservation des forêts, l'action sociale et la solidarité à la maturation de ces projets, en vue de leur participation au concours national organisé annuellement par le ministère de la Jeunesse. Ce concours vise à financer des projets de jeunesse visant à renforcer les capacités de cette catégorie au service de la société et à prévenir les fléaux sociaux, selon la même source.

L'inquiétant retour de la prolifération nucléaire

Un article paru récemment dans la revue Foreign Affairs, spécialisée dans la sécurité, plaide en faveur d'une prolifération nucléaire dans le camp des alliés des États-Unis. Non seulement les arguments avancés ne sont pas fondés, mais ils sous-estiment également la détermination des rivaux des États-Unis à riposter de la même manière.

Par Emma Claire Foley (*)

Les revues de sécurité de l'establishment, comme Foreign Affairs, normalisent de plus en plus le discours sur la prolifération nucléaire. Ce changement de discours ne vient pas de nulle part. C'est une réponse à la crainte des élites américaines face au déclin relatif de leur pays. Le 19 novembre, Foreign Affairs a publié un article écrit par Moritz S. Graefrath et Mark A. Raymond, deux professeurs de l'université de l'Oklahoma, soutenant que les États-Unis devraient doter d'armes nucléaires l'Allemagne, le Japon et le Canada, trois de leurs plus proches alliés. Il affirme que le fait de posséder l'arme nucléaire peut apporter des avantages certains et devrait être sérieusement envisagé pour les pays que les États-Unis considèrent comme dignes de confiance. Une quantité consternante d'encre a été versée ces dernières années pour tenter de permettre aux armes nucléaires de devenir une composante plus acceptable dans le quotidien de la politique mondiale. Plaider en faveur d'une « dissuasion nucléaire modérée » pour trois États supplémentaires constitue une nouvelle tentative irréfléchie visant à normaliser des armes qui continuent de menacer pratiquement toute vie sur Terre. Même s'il plaide en faveur de la prolifération, ce mémoire reprend l'argumentation simpliste et condescendante du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui donne un statut officiel aux cinq États dotés d'armes nucléaires, mais empêche les autres pays de développer ce type d'armes, contraignant ces cinq pays à poursuivre leur désarmement selon leurs propres conditions. Ce statut privilégié persiste, sans toutefois s'accompagner d'un engagement à éliminer les armes nucléaires, ce qui permettrait pourtant de convaincre les pays qui n'en possèdent pas de tolérer un statu quo aussi déséquilibré, du moins pendant un certain temps. Mais l'article de Graefrath et Raymond commet également l'erreur malheureusement courante de supposer que les États-Unis sont le seul pays à avoir le pouvoir de décision en la matière. D'autres pays dotés de l'arme nucléaire ont clairement démontré qu'ils étaient tout à fait disposés à prendre des décisions similaires. Si les États-Unis endossent ouvertement le rôle de dispensateur de privilèges nucléaires, cela créera très probablement une situation qui incitera les autres pays à en faire de même. Certes, il est fréquent que la politique étrangère américaine manque de réalisme dans son analyse des consé-

quences, mais cela témoigne d'une absence fondamentale de prise en compte de la possibilité que d'autres pays aient leur mot à dire, qu'ils prennent leur sécurité aussi au sérieux que les États-Unis, et qu'ils soient tout aussi disposés à envisager toutes les options dont ils disposent pour la défendre. Le raisonnement américain en matière de politique étrangère ne semble pas du tout tenir compte de ce qu'il faudrait faire pour empêcher une vague plus large de prolifération que les États-Unis pourraient considérer comme moins avantageuse. Leur choix du Canada, de l'Allemagne et du Japon est révélateur d'une hostilité fondamentale à la gouvernance démocratique. En 2020, une étude menée par des chercheurs de Harvard a révélé que 75 % de la population japonaise était favorable à ce que le pays signe le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), qui interdit totalement les armes nucléaires dans le monde, et des recherches menées plus récemment ont abouti à des chiffres similaires. 64 % des Allemands se sont opposés à ce que leur pays développe ses propres armes nucléaires dans un sondage publié en juin. En 2021, 74 % des Canadiens étaient favorables à l'adhésion de leur pays au TIAN et 80 % soutenaient l'objectif d'élimination des armes nucléaires en général. Pourtant, les auteurs semblent se satisfaire que la question de savoir si les citoyens de ces pays veulent des armes nucléaires soit ignorée. Il semble aller de soi que les États-Unis pourraient passer au-dessus de leurs têtes en accordant à leurs dirigeants une force nucléaire indépendante. Ce n'est pas là une rupture majeure avec les hypothèses sous-jacentes de la plupart des politiques nucléaires traditionnelles, qui trop souvent considèrent sans vergogne que les décisions relatives à des armes susceptibles de trancher la question fondamentale de l'autodétermination humaine – à savoir si notre espèce continuera ou non d'exister – sont trop importantes pour être soumises à un processus décisionnel démocratique. « Une quantité consternante d'encre a été versée ces dernières années pour tenter de permettre aux armes nucléaires de devenir une composante plus acceptable dans le quotidien de la politique mondiale. » Ces trois pays sont couverts par ce que l'on appelle la « dissuasion élargie », ce qui signifie que s'ils devaient être la cible d'une attaque nucléaire, les États-Unis s'en prendraient, du moins en théorie, à l'attaquant avec leurs propres armes nucléaires. Dans certains cas, cela va plus loin : l'Allemagne héberge des armes nucléaires américaines dans ses bases militaires et le Canada participe à

la planification militaire conjointe avec les États-Unis dans le cadre du commandement binational de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord. L'opinion publique de ces trois pays est un peu plus favorable à une dissuasion élargie : une majorité conséquente de Japonais ayant participé au sondage s'est prononcée en mai 2022 en faveur d'une discussion avec les États-Unis concernant un partage des armes nucléaires, lequel se traduirait par un accueil par le Japon d'armes nucléaires américaines sur son sol. On peut adopter une posture de dénigrement à l'égard de ces populations, qui veulent la sécurité que les armes nucléaires offrent en théorie sans le danger, la pollution, les dépenses et la responsabilité qui vont de pair avec leur possession. Mais on peut tout aussi bien y voir une évaluation fondamentalement rationnelle du monde tel qu'il est : tant que les armes nucléaires existent, elles constituent une menace qui doit être prise au sérieux, mais pour les éliminer en toute sécurité les États dotés d'armes nucléaires seront tenus de passer à l'action. Ajouter de nouveaux États à la liste mondiale de ceux qui sont dotés d'armes nucléaires ne fera que rendre cet objectif plus difficile à atteindre. Si vous êtes au fait des arcanes de la politique en matière d'armes nucléaires, le choix de ces trois pays fait presque écho aux trois pays ayant dû accueillir des armes nucléaires soviétiques et qui, après la chute de l'Union soviétique, ont vu celles-ci être transférées vers la Fédération de Russie, désignée comme État successeur de l'Union soviétique doté d'armes nucléaires. Au-delà de la confiance accordée à la puissance américaine pour façonner le statu quo mondial, il semble se profiler une admission tacite que l'empire américain est en train de se fracturer et qu'il doit faire de son mieux pour tirer les leçons du passé afin de s'effondrer d'une manière qui préserve ce que les auteurs considèrent comme ses responsabilités les plus importantes. Le Canada, l'Allemagne et le Japon possèdent chacun la capacité scientifique et industrielle de développer avec succès leurs propres armes nucléaires. Par exemple, le rôle du Canada en tant que principal fournisseur de matières fissiles constitue la base d'un effort commun pour faire de ces nouvelles capacités nucléaires une réalité. Ce dont les trois alliés auraient besoin, et que les États-Unis peuvent et devraient leur fournir, c'est un soutien populaire et une couverture diplomatique pour leur transition vers le statut d'État doté de l'arme nucléaire, ainsi que de conseils techniques et tactiques afin de veiller à la mise en place de solides garanties en matière de commandement et de contrôle.

Ces propos s'inscrivent dans la continuité du ton particulièrement réservé adopté par les responsables centristes en matière de politique étrangère qui, ces dernières années, ont souvent refusé de s'opposer fermement au souhait exprimé par certains alliés de se doter de l'arme nucléaire. Les États-Unis restent le pays le plus puissant du monde, quel que soit l'indicateur utilisé. Mais les auteurs de l'article de Foreign Affairs parviennent tout de même à surévaluer cette puissance. Ils pensent à tort que les États-Unis peuvent accorder des privilèges en matière d'armes nucléaires sans craindre que d'autres pays en fassent de même avec leurs propres alliés. L'article affirme également et de manière confuse que le rôle des États-Unis quant au respect des accords de non-prolifération se résume à accorder ou retirer « leur soutien public ou leur couverture diplomatique », plutôt que de reconnaître pleinement l'éventail de leviers économiques et institutionnels dont disposent les États-Unis pour influencer le comportement de leurs alliés. La normalisation du discours sur la prolifération nucléaire ne surgit pas de nulle part. Il s'agit au contraire de la manifestation la plus récente et la plus flagrante, d'un malaise des élites américaines face aux questionnement relatif à la puissance de leur pays. Fondamentalement, cependant, cette ligne de pensée méconnaît la dynamique mondiale de la politique en matière d'armes nucléaires et le rôle des États-Unis dans l'élaboration de cette politique. Depuis longtemps, ces derniers fondent leurs négociations avec les États dotés d'armes nucléaires, qu'ils considèrent comme des adversaires, sur la norme explicitement énoncée de non-prolifération. Leur incapacité à prendre au sérieux leurs obligations, en vertu du traité de non-prolifération, de poursuivre le désarmement a manifestement affaibli leur capacité à empêcher la prolifération dans des pays comme la Corée du Nord ou à contrer diplomatiquement l'expansion rapide de l'arsenal nucléaire de la Chine. Encourager ouvertement la prolifération revient à abandonner totalement toutes les bases existantes de négociation sur le contrôle des armements. Cela revient en fait, à admettre que ce n'est plus une priorité et que la poursuite illimitée de la course aux armements est la seule option envisageable pour l'avenir.

(*) Écrivaine et réalisatrice. Vivant à New York, elle est directrice de campagne pour Defuse Nuclear War à RootsAction.

Source : Jacobin, Emma Claire Foley, 23-11-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE

L’aéroport de Riyad presque à l’arrêt en raison de problèmes opérationnels

Des milliers de passagers voyageant vers et depuis l'aéroport international King Khalid de Riyad ont été laissés en plan alors que les principales compagnies aériennes se sont efforcées de proposer des vols alternatifs suite à une série d'annulations et de retards. Saudia et flyadeal ont été parmi les compagnies aériennes qui ont rencontré des difficultés, les deux compagnies ayant publié des déclarations attribuant ces problèmes à des problèmes opérationnels temporaires. Une déclaration de l'aéroport sur son compte officiel X a exhorté les voyageurs à contacter directement les compagnies aériennes avant de se rendre à la plate-forme d'aviation pour vérifier l'état actualisé et l'horaire de leurs vols. Le communiqué dit ceci : "L'aéroport international King Khalid souhaite vous informer qu'en raison de la concomitance d'un certain nombre de facteurs opérationnels au cours des deux derniers jours - y compris plusieurs vols détournés d'autres aéroports vers l'aéroport international King Khalid, en plus des travaux de maintenance programmés dans le système d'approvisionnement en carburant - cela a eu un impact sur les horaires de certains vols, y compris le retard ou l'annulation d'un certain nombre de vols opérés par certaines compagnies aériennes". L'aéroport a ajouté que les équipes opérationnelles travaillent "24 heures sur 24 en étroite coordination avec nos partenaires aériens et les parties prenantes concernées pour faire face aux développements et rétablir la régularité opérationnelle dès que possible", tout en prenant toutes les mesures nécessaires pour minimiser l'impact sur l'expérience des passagers.

MAURITANIE

FINACTU accompagne la Banque Centrale dans la transformation du secteur des assurances

Le Groupe FINACTU est heureux d’annoncer le très grand succès des premiers États Généraux de l’Assurance en Mauritanie. L’événement a rassemblé à Nouakchott les 8 et 9 décembre derniers plus d’une centaine de personnalités nationales et internationales de haut niveau, des représentants d’institutions financières régionales, des experts sectoriels, des opérateurs privés, ainsi que des partenaires techniques et financiers.

La République Islamique de Mauritanie franchit une étape déterminante dans la modernisation et la transformation de son secteur des assurances. Depuis janvier 2025, la supervision du secteur est officiellement placée sous l'autorité de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM), marquant ainsi l'ouverture d'une nouvelle ère pour une industrie appelée à jouer pleinement son rôle dans le financement de l'économie nationale et dans la protection des citoyens. Animée par une ambition forte de structurer un marché moderne, solide et inclusif, la BCM a engagé une série de réformes d'envergure. FINACTU a l'honneur d'avoir été sélectionné comme partenaire stratégique pour accompagner cette transformation majeure, aux côtés des autorités, des compagnies d'assurance et de l'ensemble des parties prenantes du secteur. Les États Généraux de l'Assurance en Mauritanie, marqueur de cette ambition renouvelée, ont constitué un tournant historique pour le secteur, en créant un espace de dialogue structuré et inclusif, dédié à la co-construction des fondations d'une assurance moderne au service du développement du pays. Selon Madame Aminata KANE, Vice-Gouverneur de la Banque Centrale de Maurita-

nie, ces États Généraux avaient un objectif clair : « Réfléchir et co-construire l'assurance de demain en Mauritanie : une assurance qui finance l'économie, qui protège efficacement les citoyens et qui place l'assuré au cœur de ses priorités ».

Un travail de fond mené en amont pour structurer l’avenir du secteur

Les travaux préparatoires menés par FINACTU en amont de ces journées ont constitué un apport déterminant à la réflexion nationale, en lui permettant de bénéficier des expériences étrangères. Ce travail structurant a permis : d'établir un diagnostic approfondi de l'écosystème assurantiel mauritanien ; d'identifier les leviers prioritaires de développement et de formuler un ensemble cohérent de recommandations stratégiques, réglementaires et opérationnelles. Ces analyses ont directement nourri les débats des États Généraux et ont débouché sur une avancée majeure : la signature du Contrat-Programme « Horizon 2030 » entre la Banque Centrale de Mauritanie et l'Association Professionnelle des Assurances de Mauritanie. Ce contrat fixe les engagements réciproques des acteurs publics et privés pour

transformer durablement le secteur et en faire un pilier de la croissance économique. Pour FINACTU, cette mission constitue une responsabilité et un engagement profond. Les États Généraux de décembre 2025 marquent le début d'un cycle vertueux : celui d'une transformation structurée, ambitieuse et portée collectivement. Pour Géraldine MERMOUX, Directrice Générale Associée de FINACTU, « Toute l'équipe de FINACTU est heureuse de mettre au service de l'assurance mauritanienne son expérience acquise au service de nombreux pays du continent dans la confection des contrats-programmes. La Mauritanie rejoint aujourd'hui le cercle fermé des pays qui, avec le Maroc, la Tunisie, et d'autres pays subsahariens, ont fait appel à notre expertise en assurance pour s'engager dans une réforme dont les assurés mauritaniens seront les grands bénéficiaires ». Pour Leyla MIKOU, Consultante Senior de FINACTU, « L'assurance est un pilier essentiel du développement économique. Accompagner la Mauritanie dans la construction d'un secteur moderne et résilient est pour FINACTU un honneur et une contribution stratégique au service du développement économique du pays ».

TUNISIE

Le ministère des Finances annonce la possibilité de payer la vignette automobile par voie électronique

Le Ministère des Finances a annoncé que les propriétaires de voitures particulières, de motos et de véhicules utilitaires pourront s'acquitter de la vignette automobile via le portail électronique, en complément du paiement effectué auprès des recettes des finances, et ce à

partir du 1er janvier 2026. Le ministère a précisé que cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une décision conjointe avec les ministères de l'Intérieur, du Transport et des Technologies de la communication, publiée au Journal officiel de la République tunisienne n°151 de l'année

2025, en date du 19 décembre 2025. Selon cette décision, le paiement des vignettes automobiles appliquées aux voitures particulières, aux motos et aux véhicules utilitaires s'effectue soit directement auprès des recettes des finances, soit par des moyens électroniques fiables,

dans les délais prévus par la législation en vigueur. Le texte de la décision stipule également que le paiement de la vignette donne lieu à la délivrance d'un reçu papier en cas de règlement direct auprès de la recette des finances, et d'un reçu électronique en cas de

paiement en ligne. Toujours selon la même décision, le ministère des Finances mettra à la disposition des structures chargées du contrôle des interfaces numériques leur permettant de vérifier instantanément le paiement des vignettes automobiles dues.

EGYPTE

L’italien Prometeon Tyre Group investira 300 millions \$ dans une 2^e usine de pneus

Dans le prolongement de son ambition de s'imposer comme un acteur majeur de l'industrie automobile en Afrique, l'Égypte offre plusieurs incitations fiscales, financières et foncières aux équipementiers et aux constructeurs automobiles étrangers. Le gouvernement égyptien a approuvé, le mardi 16 décembre, la demande du groupe italien Prometeon Tyre Group, relative à la construction d'une deuxième usine de production de pneus automobiles, pour un investissement de 300 millions USD. Le site industriel se spécialisera dans la

production de pneus pour camions lourds, d'équipements d'ingénierie, d'engins de chantiers et de tracteurs agricoles, avec des plans futurs d'expansion vers la production de pneus pour véhicules de tourisme, a précisé le groupe ministériel pour le développement industriel, qui regroupe notamment des représentants des ministères du Transport, de la Finance et de l'Investissement. La production de l'usine, qui sera implantée dans l'une des zones franches du pays, vise à répondre aux besoins du marché local, et à renforcer les capacités d'exportation de l'entreprise

qui dispose déjà d'une usine en Égypte. Prometeon Tyre Group, anciennement division du géant italien de pneumatiques Pirelli avant son rachat en 2022 par le groupe China National Tire & Rubber, prévoit aussi d'investir 400 millions USD supplémentaires en Égypte pour moderniser son usine existante et augmenter sa capacité de production annuelle de 1,5 million de pneus. Cette usine produit actuellement 1,2 million de pneus. Le groupe a manifesté son intérêt pour l'acquisition d'un nouveau terrain de

200 000 m2 jouxtant son site actuel dans la ville industrielle d'Al-Amiriya au Nord, pour étendre ses activités et ses investissements dans le pays. Plusieurs équipementiers automobiles, dont le japonais Yazaki et le chinois Sailun Group, ainsi que des constructeurs tels General Motors, Toyota, Stellantis se sont déjà implantés dans le pays des pharaons, dont le gouvernement offre plusieurs incitations fiscales, financières et foncières pour favoriser l'émergence d'une chaîne de valeur locale compétitive et s'imposer comme un acteur majeur de l'industrie automobile sur le continent africain

NIGERIA

Heirs Energy obtient 750 millions \$ d'Afreximbank pour doper sa production de pétrole

Le financement de 750 millions USD obtenu par Heirs Energy illustre la montée en puissance des producteurs nigériens dans un secteur longtemps dominé par les majors internationales, dans un contexte de cessions d'actifs et de quête de souveraineté énergétique.

Heirs Energy, société pétrolière et gazière nigérienne contrôlée par le banquier Tony Elumelu (photo, à gauche), a obtenu une facilité de financement de 750 millions USD auprès d'Afreximbank afin d'accélérer la montée en puissance de ses activités amont. Signé à Abuja le 20 décembre, l'accord repose sur un schéma de financement indexé sur les réserves, d'une maturité de cinq ans, et combine le refinancement de la dette existante avec de nouveaux apports de capitaux destinés à soutenir l'expansion de la production. L'accord intervient après une phase de désendettement progressive pour Heirs. Lors de l'acquisition en 2021 de la licence OML 17 auprès de Shell, Total et Eni, Heirs Energy avait levé environ 1,1 milliard USD, dont l'essentiel a été remboursé après près de quatre ans d'exploitation. Le nouveau financement

permet d'optimiser la structure bilancielle du groupe tout en libérant des marges d'investissement supplémentaires. Tony Elumelu a présenté cette opération comme un signal de confiance d'institutions africaines envers des entreprises africaines, soulignant le rôle structurant d'Afreximbank dans le financement de projets de grande taille portés par des acteurs locaux. « Cette transaction témoigne d'une grande confiance envers les entreprises et les institutions africaines [...] Afreximbank se distingue comme l'institution financière la plus influente et la plus motrice du continent, ayant constamment démontré sa capacité et son audace à soutenir des entreprises africaines à grande échelle. La Banque joue un rôle déterminant dans la croissance de Heirs Energy, en soutenant son ambition de bâtir un champion de l'énergie résilient et détenu

par des Africains », a déclaré Tony Elumelu. Sur le plan opérationnel, Heirs Energy produit actuellement plus de 50 000 barils de pétrole par jour et environ 120 millions de mètres cubes de gaz. L'objectif affiché est de porter ces niveaux respectivement à environ 100 000 barils par jour et 250 millions de mètres cubes, ce qui impliquerait un quasi-doublement de la production à moyen terme. Cette trajectoire repose sur l'optimisation des champs existants, sans annonce de nouveaux forages majeurs pour l'instant, et sur une meilleure valorisation du gaz associé. Pour Afreximbank, cette opération s'inscrit dans une stratégie plus large de soutien au secteur énergétique africain. Son président, George Elombi (photo, à droite), a rappelé que la stabilité énergétique conditionne l'équilibre macroéconomique de nombreux

GABON

La dette progresse de 20,6%, les arriérés franchissent la barre de 792 millions \$ en 10 mois

Cette évolution renforce les préoccupations autour de la viabilité de la dette et de l'aptitude de l'État gabonais à respecter ses obligations financières dans les délais impartis, en particulier envers certains créanciers et prestataires. À fin octobre 2025, la dette publique du Gabon a connu une forte progression. Selon les données de la Direction générale de la dette (DGD), l'encours global est passé de 7133 milliards à 8606,6 milliards fcfa (15,37 milliards \$), soit une augmentation de près de 1473 milliards en dix mois. Cette hausse de 20,6 % illustre le recours accru de l'État à l'endettement pour couvrir ses besoins de financement, dans un contexte marqué par de fortes ten-

sions de trésorerie. Cette envolée est principalement tirée par la dette intérieure, dont l'encours atteint désormais 4391,9 milliards fcfa. Le marché financier régional en constitue l'essentiel, avec plus de 3200 milliards, confirmant la dépendance croissante du Trésor gabonais à ce canal de financement. La dette extérieure s'établit, pour sa part, à 4214,8 milliards fcfa. Elle est largement dominée par les créanciers multilatéraux et le marché financier international. Les engagements envers les institutions multilatérales avoisinent 1646,7 milliards, tandis que la dette contractée sur les marchés internationaux dépasse 1397 milliards. Cette structure traduit un recours

croissant à des financements commerciaux et obligataires pour soutenir les politiques publiques. Parallèlement, les arriérés de la dette poursuivent leur progression. À fin octobre 2025, ils ont atteint 443,6 milliards fcfa (792 millions \$), en hausse de plus de 174 milliards fcfa par rapport à décembre 2024. Ce stock combine des échéances courantes non honorées et des arriérés plus anciens, révélant des difficultés persistantes dans la gestion des liquidités publiques. Cette situation suscite des inquiétudes quant à la soutenabilité de la dette et à la capacité de l'État à respecter ses engagements dans les délais, notamment envers certains créanciers et fournisseurs, avec des

répercussions potentielles sur l'activité économique. La dynamique actuelle de la dette tend à conforter les prévisions des institutions financières internationales, qui tablent sur une aggravation de l'endettement du Gabon dans les prochaines années. D'après la plus récente note de conjoncture économique de la Banque mondiale, intitulée « Construire et préserver les richesses du Gabon pour améliorer les conditions de vie des populations », la dette publique gabonaise devrait poursuivre sa progression pour représenter 86,1 % du produit intérieur brut (PIB) à l'horizon 2027, soit un niveau largement au-dessus du seuil de convergence de la CEMAC fixé à 70 %.

SÉNÉGAL

Le pays lance l'aménagement de l'Agropole Centre à 192 millions \$

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à 16 % au PIB et emploie environ 22 % de la population active. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement intensifie ses efforts dans la transformation agroalimentaire, pour créer plus de valeur et stimuler la production. Au Sénégal, le coup d'envoi du projet de zone de transformation agro-industrielle de l'Agropole Centre a été officiellement donné le 16 décembre dernier, selon les informations relayées par l'Agence de presse sénégalaise (APS). D'un cout total de 107,4 milliards FCFA (environ 191,7 millions USD) cette initiative destinée à renforcer la transformation locale des productions agricoles, est financé par l'État avec l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers, dont la Banque africaine de

développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID) et l'Agence belge de développement (Enabel). Selon les autorités, l'Agropole Centre devrait permettre la mise en œuvre de 37 projets structurants dans des filières jugées stratégiques, notamment l'arachide, les céréales sèches (mil, maïs, sorgho), le sésame et le sel dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel. Les interventions porteront principalement sur l'implantation d'unités industrielles et de plateformes de transformation. L'initiative vise une progression notable du taux de transformation industrielle dans la région, avec une hausse attendue de 6 à 30 % pour les céréales ciblées, de 15 à 50 % pour l'arachide et de 10 à 30 % pour le sel. Sur le plan socio-économique, il est attendu la création de près de 130 000

emplois directs et de plus de 200 000 emplois indirects, principalement au profit des jeunes et des femmes, très présents dans les chaînes de valeur agricoles. Le projet ambitionne également d'améliorer les revenus des producteurs grâce à une meilleure valorisation des matières premières locales. « L'Agropole Centre est un projet d'envie qui essaie de promouvoir l'équité territoriale pour faire de la zone centre un lieu de transformation agro-industrielle censée piloter tout ce qui est transformation des produits issus du terroir, pour plus de valeur ajoutée qui va se traduire en termes d'emplois créés », explique Babou Dramé, coordonnateur du projet. L'Agropole Centre s'inscrit par ailleurs dans une approche intégrée de développement des chaînes de valeur. Tandis que le ministère de l'Industrie et du

Commerce pilote les volets liés à la transformation et à l'industrialisation, le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage est chargé de renforcer l'offre en matières premières, notamment à travers l'appui aux organisations de producteurs, l'amélioration de la productivité agricole et la maîtrise de l'eau. L'Agropole Centre n'est pas un projet de transformation agro-industrielle isolé. Il constitue une composante régionale du Programme national de développement des agropoles du Sénégal (PNDAS), destiné à structurer et moderniser l'agro-industrie à l'échelle nationale. Ce programme prévoit l'aménagement de quatre autres agropoles dans le Sud (Ziguinchor, Kolda, Sédhio), à l'Ouest (Thiès), au Nord (Saint-Louis, Louga, Matam) et à l'Est (Tambacounda, Kédougou) du pays.

BURKINA FASO

La BOAD approuve un financement de 35,7 millions \$ pour bitumer une route raccordant le Mali

À travers ce financement pour la réhabilitation de l'axe Bobo-Dioulasso - Orodara - frontière du Mali, la BOAD soutient un projet clé dans la mutation des corridors de transport et des routes d'approvisionnement en Afrique de l'Ouest. La BOAD (Banque Ouest-Africaine de Développement) a approuvé le jeudi 18 décembre 2025 un financement de 20 milliards FCFA (environ 35,7 millions USD) en faveur du Burkina Faso, pour la réhabilitation et le bitumage de la route Bobo-Dioulasso - Orodara - frontière du Mali (130 km). Le projet vise à améliorer les conditions de circulation des usagers dans la province du Kénédougou, ainsi que dans les sept (7) communes concernées : Bobo-Dioulasso, Karangasso-Sambla, Kourinon, Orodara, Samogohiri, Kangala et Koloko. Les travaux de cette route avaient été lancés, selon la presse locale, en avril 2024 par le président Ibrahim Traoré. Ce projet complète plusieurs initiatives en cours visant à renforcer l'interconnexion des pôles urbains avec les régions intérieures et les pays voisins. Il fait suite notamment au lancement, cette semaine, de la construction de l'autoroute Ouagadougou - Bobo-Dioulasso, un projet destiné à relier les deux principaux pôles économiques et démographiques du pays et à améliorer l'interconnexion avec la Côte d'Ivoire, un voisin côtier dont le port principal sert de relais essentiel pour les importations et exportations du Burkina Faso.

CAC 40

Vers des scores limités à trois jours de Noël

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur des scores limités ce lundi en début de séance, les investisseurs reprenant leur souffle à trois jours de Noël et après une séquence favorable pour les actifs risqués sur fond d'espoirs renforcés quant à une poursuite des baisses de taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Vers 8h05, le contrat "future" sur l'indice CAC 40 - maintenant passé sur l'échéance janvier - recule de 0,6% à 8 155,5 points, annonçant un début de séance sans grande tendance. Bon nombre d'intervenants de marché sont déjà partis en congés et les grandes Bourses européennes fermeront pour le long week-end de Noël à partir de la mi-journée de mercredi, ce qui implique que les volumes d'échanges devraient rester très peu étoffés. Avec les vacances de Noël, qui se tra-

duiront aussi par une fermeture partielle de Wall Street, ce sont l'ensemble des marchés mondiaux qui devraient tourner au ralenti cette semaine et demeurer dans des marges de fluctuations étroites, ce qui ne promet rien d'excitant. Les marchés d'actions ont profité ces derniers temps de signes de ralentissement de l'inflation américaine, ce a permis de renforcer la perspective d'un maintien de la politique monétaire accommodante de la Réserve fédérale. Si le S&P 500 n'a fini que sur des gains

symboliques la semaine passée (0,1%), l'indice de référence des gérants américains n'évolue qu'à moins de 1% de son record absolu inscrit le 11 décembre. D'après les analystes techniques, le franchissement des 6.901 préfigurerait le test des 7.000, un score "rond" qui pourrait être visé d'ici le 31 décembre pour clôturer l'année en beauté, avec un gain proche de 20%. Le cycle d'assouplissement des taux à l'oeuvre aux Etats-Unis et l'optimisme concernant de la BCE ont également permis au CAC de finir la semaine dernière sur une note favorable (1%) et de se rapprocher de moins de 2% de son plus haut historique du jeudi 13 novembre. La situation devient en revanche

plus inquiétante sur les marchés obligataires, qui renouent avec leurs pires niveaux de l'année suite à la dernière hausse de taux décidée par la Banque du Japon, ce qui propulse le rendement des Bunds à dix ans au-delà de à 2,9% (5,4 points de base) et celui des OAT à 6,6% (4,8 points). Les taux continuent également de se tendre de façon préoccupante aux Etats-Unis, où le "10 ans" affiche remonte à 4,15%. L'or gagne de son côté 1,4% à 4 447,4 dollars, établissant un nouveau pic, une situation assez inhabituelle alors que les marchés d'actions sont au plus haut et que le métal précieux constitue habituellement une valeur refuge.

PRUDENCE APRÈS LES BANQUES CENTRALES L'Europe ouvre en ordre dispersé

Les principales Bourses européennes sont sur de faibles variations en début de séance lundi, alors que les investisseurs font preuve de prudence après les dernières décisions des banques centrales et à l'entame d'une semaine marquée par les fêtes de Noël et la publication d'indicateurs clés aux États-Unis. À Paris, le CAC 40 .FCHI perd 0,16% à 8.138,33 points vers 08h20 GMT. À Francfort, le Dax .GDAXI avance de 0,21% et à Londres, le FTSE 100 .FTSE cède 0,26%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E est en hausse de 0,11%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 est de 0,02% et le Stoxx 600 .STOXX de 0,03%. Les marchés débutent une semaine à faible intensité et coupée par les fêtes de Noël, après une série de décisions clés des banques centrales et avant une volée de données économiques très attendues aux Etats-Unis mardi. Plusieurs publications feront l'objet d'une attention particulière après le "shutdown" des administrations fédérales, qui a retardé voire annulé la sortie de certaines statistiques, laissant planer le doute sur la santé de la première économie mondiale.

Les chiffres de la production industrielle pour le mois d'octobre et du PIB au troisième trimestre sont attendus mardi, tout comme ceux de la confiance des consommateurs pour décembre publiés par le Conference Board. Les prévisions médianes tablent sur une croissance annualisée de 3,2% de l'économie américaine. Cependant, les analystes de BofA ont émis quelques réserves, soulignant que leur indice de confiance des investisseurs avait atteint un niveau extrêmement optimiste de 8,5, ce qui annonce souvent un revirement de tendance. "Les indices supérieurs à 8,0 ont souvent précédé des reculs", ont-ils écrit dans une note. En Grande-Bretagne, la croissance de l'économie au troisième trimestre est ressortie conforme à la première estimation par rapport aux trois mois précédents, selon les chiffres définitifs publiés lundi par l'Office national de la statistique (ONS). Aux valeurs, Abivax ABVX.PA bondit de 8,2% après la publication de nouvelles informations de presse indiquant un intérêt du géant américain Eli Lilly LLY.N pour le groupe pharmaceutique français.

MARCHÉS EN ASIE Optimisme sur la tech, chute du yen, l'or à un nouveau record

Les Bourses asiatiques progressent à l'unisson lundi, portées par le retour en grâce des valeurs technologiques à Wall Street, tandis que la chute du yen porte les valeurs japonaises après une décision de la BoJ, et que l'or et l'argent battent de nouveaux records. Le Nikkei à Tokyo gagnait 2%, le Kospi à Séoul 1,8% et Hong Kong 0,2%, tandis que Sydney avançait de 0,9% et Taipei de 1,7%. Le cours de l'or a battu lundi un nouveau record à 4.388,72 dollars l'once, sur fond d'espoirs de baisses de taux de la Fed et de tensions géopolitiques accrues, qui ont tendance à doper la valeur des métaux précieux. L'argent touchait aussi un nouveau plus haut, à 68,9883 dollars l'once. Sur le marché du pétrole, le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) progressait de 0,88% à 57,02 dollars. Celui du baril de Brent de la mer du Nord gagnait 0,84% à 60,98 dollars.

BOURSE DE NEW YORK Wall Street a poursuivi sur sa lancée de jeudi

Les indices américains ont terminé la séance de vendredi dans le vert, soutenu notamment par les valeurs technologiques, ainsi que par des indicateurs rassurants dévoilés les jours précédents sur l'emploi et l'inflation. De son côté, Nike a subi des dégagements après l'annonce d'une baisse de sa marge pour le deuxième trimestre à la suite. Le Dow Jones a gagné 0,38%, à 48 135 points, le S&P 500 s'est apprécié de 0,88%, à 6 834 points, et le Nasdaq a progressé de 1,31%, à 25 346 points. FedEx (+0,58% à 288,78 dollars) re-

cule à la Bourse de New York, malgré le relèvement de la fourchette basse de ses objectifs annuels pour l'exercice 2025-2026 et la publication de résultats solides et supérieurs aux attentes au deuxième trimestre. Le spécialiste de la livraison de colis anticipe désormais une croissance de son chiffre d'affaires de 5 à 6% en glissement annuel, contre une prévision initiale de 4 à 6%. Le bénéfice ajusté par action devrait être compris entre 17,80 et 19 dollars, contre une fourchette antérieure située entre 17,20 et 19 dollars.

Les chiffres macroéconomiques

Aux Etats-Unis, l'indice de confiance des consommateurs calculé par l'Université du Michigan a reculé en décembre. Il ressort à 52,9 points contre 53,3 points lors d'une première estimation. Il était attendu à 53,5 points. Au mois de novembre, aux Etats-Unis, les ventes de logements existants ont augmenté de 0,5% après une hausse de 1,5% en octobre, selon les données de la National Association of Realtors. Les analystes tablaient toutefois sur un repli de 4,8%.

Coty Inc. a vendu sa participation résiduelle de 25,8% dans Wella (entreprise allemande active dans le domaine des cosmétiques) à des comptes de capitaux gérés par KKR et à ses sociétés affiliées. Selon les termes de la transaction, Coty recevra un versement initial en numéraire de 750 millions de dollars, ainsi que 45% de tout produit provenant d'une vente ultérieure ou d'une introduction en bourse (IPO) de l'entreprise, une fois que le rendement préférentiel de KKR aura été atteint. Aux Etats-Unis, le Département de l'Energie (DOE) a annoncé hier qu'il

s'est associé à 24 partenaires pour lancer la "Mission Genesis". Ce programme national d'envergure mise sur l'intelligence artificielle pour accélérer la recherche scientifique, consolider la sécurité nationale et moderniser le secteur de l'énergie. Cette initiative concrétise la stratégie du camp de Donald Trump sur l'IA, dont l'objectif est de lever les freins à l'innovation, de garantir l'indépendance technologique face aux puissances rivales et de mobiliser tout le potentiel scientifique des Etats-Unis.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 22 Décembre 2025
Valeur : 24 Décembre 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6356	129.6506
1	EUR	EURO		152.0107	152.0802
1	GBP	POUND STERLING		173.9141	173.9809
100	JPY	JAPANESE YEN		82.3501	82.3806
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4194	18.4233
1	CHF	SWISS FRANC		163.1252	163.2262
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.0342	94.0724
1	DKK	DANISH KRONE		20.3580	20.3632
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0184	14.0223
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8309	12.8349
1	AED	UAE DIRHAM		35.2932	35.3021
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5612	34.5670
1	KWD	KUWAITI DINAR		421.9909	422.1771
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0729	44.5159
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1428	14.1444
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8564	23.9787
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2581	3.2682
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0631	177.0631

JAPON

Redémarrage approuvé de la plus grande centrale nucléaire du monde

L'assemblée départementale de Niigata (Japon) a approuvé lundi le projet de redémarrage de la plus grande centrale nucléaire du monde pour la première fois depuis la catastrophe de Fukushima en 2011, qui avait entraîné la fermeture de tous les réacteurs japonais.

Cette décision intervient après l'annonce le mois dernier du gouverneur du département de Niigata, Hideyo Hanazumi, qu'il "approuverait" la reprise des opérations à Kashiwazaki-Kariwa, dans le centre-ouest du pays. La centrale avait été mise hors service lorsque le Japon a fermé tous ses réacteurs nucléaires après le triple désastre - séisme, tsunami et catastrophe nucléaire - de Fukushima en 2011, alors que la population exprimait son inquiétude face à cette source d'énergie. Mais le pays veut réduire sa forte dépendance aux combustibles fossiles, atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et répondre à la demande croissante d'électricité liée à l'intelli-

gence artificielle. Au total, 14 réacteurs ont ainsi déjà été remis en service après la mise en place de normes de sécurité strictes. Lundi, l'assemblée départementale a voté un budget supplémentaire incluant une résolution confirmant son soutien à la décision du gouverneur. La centrale de Kashiwazaki-Kariwa, qui s'étend sur 400 hectares sur la côte de la mer du Japon face à la péninsule coréenne, serait le premier redémarrage d'une centrale nucléaire par Tepco, également l'opérateur de celle de Fukushima Daiichi, depuis la catastrophe de 2011. Tepco devrait désormais se tourner vers l'autorité nationale de régulation nucléaire pour examiner la remise en service de la centrale

de Kashiwazaki-Kariwa, selon des médias locaux. L'opérateur envisage de remettre en service l'un des sept réacteurs de Kashiwazaki-Kariwa autour du 20 janvier, selon la chaîne publique NHK et le quotidien économique Nikkei. Dès mardi, M. Hanazumi devrait rencontrer le ministre de l'Industrie, Ryosei Akazawa, pour lui faire part de son appui au redémarrage de la centrale, selon la chaîne de télévision locale BSN. La centrale satisfaisait déjà aux normes nationales de sûreté nucléaire, mais Tepco attendait le feu vert des communautés locales pour relancer l'installation.

ALLEMAGNE

Le ministre des Finances fustige la décision de la Deutsche Bahn de s'équiper de 200 bus construits par BYD

La décision de la Deutsche Bahn de s'équiper de bus électriques produits par le constructeur chinois BYD n'a pas plu au ministre allemand des Finances, qui critique la décision de la compagnie des chemins de fer et aurait préféré qu'elle se fournisse auprès d'un industriel allemand ou à minima européen. Il est mécontent et le fait savoir. Le ministre allemand des Finances a critiqué les chemins de fer de son pays, la Deutsche Bahn, pour leur commande de 200 bus électriques auprès du géant chinois BYD, dans un entretien paru samedi.

Il y a une semaine, l'entreprise publique avait annoncé la plus grosse commande de bus de son histoire: au total 3.300 bus électriques et hybrides fabriqués en majeure partie par l'allemand MAN. "Environ 5% des véhicules attendus" seront fournis "par le constructeur chinois BYD depuis son site de production en Hongrie", avait précisé la Deutsche Bahn dans un communiqué. "Cela m'agace que la Deutsche Bahn ait décidé de commander des bus chinois en plus de son gros achat auprès de MAN", a dit le ministre, également vice-chancelier, Lars

Klingbeil, dans un entretien au quotidien Neue Osnabrücker Zeitung. Il a affirmé "souhaiter un patriotisme local sain". Cela implique "que de tels contrats soient attribués à des fabricants allemands ou européens lorsque ceux-ci soumettent des offres appropriées", a poursuivi le ministre social-démocrate. Depuis longtemps déjà, d'"excellents bus électriques", par exemple ceux de Mercedes et MAN, circulent dans les villes allemandes, a-t-il ajouté. L'Allemagne subit une pression croissante de ses rivaux chinois, notamment dans le secteur clé de l'au-

tomobile. Les dirigeants allemands, à l'image de Bruxelles, sont de plus en plus réservés vis-à-vis de la deuxième économie mondiale, accusée de concurrence déloyale. En novembre dernier, Lars Klingbeil avait effectué la première visite officielle du gouvernement du chancelier Friedrich Merz, entré en fonction en mai. Il avait assuré avoir reçu des garanties chinoises sur l'accès aux terres rares et aux matières premières critiques. La Chine est redevenue cette année le premier partenaire commercial de l'Allemagne à la place des États-Unis qui l'avaient

LES SITES D'EXTRACTION ONT ÉTÉ MULTIPLIÉS PAR 30 EN 15 ANS

L'industrie des terres rares en Chine se concentre au Jiangxi

Championne incontestée de l'exploitation des terres rares, la Chine concentre les mines d'où sont extraites ces précieuses ressources principalement dans la province du Jiangxi, à l'est du pays. Avec des conséquences environnementales destructrices. Le sol rougeâtre du sud de la Chine renferme une des clés de la puissance du pays: les terres rares, convoitées par le monde entier et exploitées à grande échelle dans des conditions secret-défense. Les collines de la province du Jiangxi abritent la

majorité des mines chinoises de ces éléments métalliques, devenus indispensables tant pour les smartphones que pour les avions de chasse, les voitures électriques ou les éoliennes. A Ganzhou, épice de cette activité, des ouvriers achèvent le nouveau siège social d'un des deux géants étatiques assurant l'exploitation de ce trésor, China Rare Earth Group. Comme le nom de la société, l'artère où se situe le bâtiment affiche la couleur. Son nom? "Avenue des Terres rares". Mais un épais voile de secret enveloppe ce

secteur aussi stratégique que florissant, comme ont pu le constater des journalistes de l'AFP, qui au cours d'un reportage dans la région ont été constamment suivis et épiés par des hommes non identifiés. L'accès aux mines et aux usines est strictement restreint et les entreprises sollicitées n'ont accepté aucune demande d'interview. Le secteur est en plein essor: le nombre de sites d'extraction des terres rares en Chine est passé de 117 en 2010 à 3.085 aujourd'hui, selon l'Institut d'études géologiques américain (USGS).

ILS ACHÈTENT DES ACTIONS COMME UN TICKET DE MÉTRO

Les suédois sont devenus les boursicoteurs les plus avisés d'Europe

La Suède a une forte tradition d'investissement en actions et plus de 2 millions de Suédois détiennent des actions dans des entreprises du pays. Cette attractivité va même au-delà de ce pays scandinave. Entre éducation financière, capital-investissement et système de retraite, le succès "du modèle suédois" intrigue, interroge et inspire même... L'année 2025 touche presque à sa fin... Et cette année, l'épicentre des introductions en Bourse en Europe n'était pas à Londres, Milan ou Francfort et encore moins Paris. Il faut aller du côté d'une place financière qui ne fait traditionnellement pas les gros titres. Le renouvellement de la cote du Vieux continent est passé par la Suède, et sa

Bourse basée à Stockholm. Le Nasdaq Stockholm a en effet été le théâtre des premiers pas de nombreuses sociétés cette année, dont ceux de Verisure. Le groupe connu pour ses systèmes d'alarme a réalisé l'entrée en Bourse la plus importante sur le Nasdaq Stockholm depuis celle de l'opérateur de téléphonie Telia le 13 juin 2000. C'est aussi la plus grosse opération jamais enregistrée en Europe depuis l'introduction en Bourse du constructeur automobile Porsche, qui avait levé plus de 9 milliards d'euros en septembre 2022. L'opération Verisure a su capter 60.000 nouveaux investisseurs particuliers et a eu pour effet de braquer les projecteurs sur le marché financier suédois. Sa profondeur et

son dynamisme font pâlir les plus grosses places boursières du Vieux continent, comme la Bourse de Paris qui voit le nombre de ses pensionnaires constamment reculer depuis 2021. Il faut dire que le terrain est plus que favorable aux entreprises qui souhaitent franchir une nouvelle étape de leur développement en Bourse, soutenues par des investisseurs particuliers très réceptifs aux marchés financiers. Les investisseurs particuliers jouent un rôle clé dans l'apport de liquidités dans le marché lors d'introductions en Bourse. Leur forte implication est donc bénéfique pour la place suédoise, créant une profondeur à même d'accueillir de nouveaux entrants.

TOUT JUSTE RACHETÉE PAR UN FONDS AMÉRICAIN Grand Frais prévoit d'embaucher plus de 3000 salariés en France

L'enseigne devrait embaucher plus de 3000 personnes, qui viendront notamment travailler dans une vingtaine de nouveaux magasins, notamment en centre-ville. Grand Frais poursuit son déploiement dans les centres-villes français. Alors que la société d'investissement française Ardian vient d'annoncer la cession de sa participation majoritaire dans Prosol, le principal grossiste en produits frais de Grand Frais, au géant du private equity Apollo, la chaîne de magasins ne cache pas ses ambitions. En plus de ce rachat, entre 3000 et 3500 embauches seraient ainsi envisagées pour l'année 2026, selon les informations de Franceinfo diffusées ce lundi 22 décembre. C'est en tout cas ce qu'avance Jean-Paul Mochet, le PDG actuel de Prosol, qui entend voir cette marque très appréciée des Français se développer encore plus vite. Actuellement, la chaîne de magasins compte aujourd'hui environ 10.000 employés. «Apollo s'est intéressé avec beaucoup d'engouement à notre entreprise», avait-il expliqué la semaine dernière, persuadé que cette cession est «une bonne nouvelle» pour «le commerce et plus particulièrement pour le commerce des produits frais, puisque Apollo estime que cette activité va croître dans les années à venir». Le nouvel actionnaire majoritaire de Prosol doit s'installer début 2026 à Paris pour accroître «sa présence en Europe», où il est déjà implanté notamment à travers un siège à Londres, avait-il indiqué fin octobre. Son arrivée devrait permettre à Prosol de «doubler sa taille» d'ici cinq ans, selon Jean-Paul Mochet, qui se dit également prêt à s'implanter à l'international, notamment en Europe.

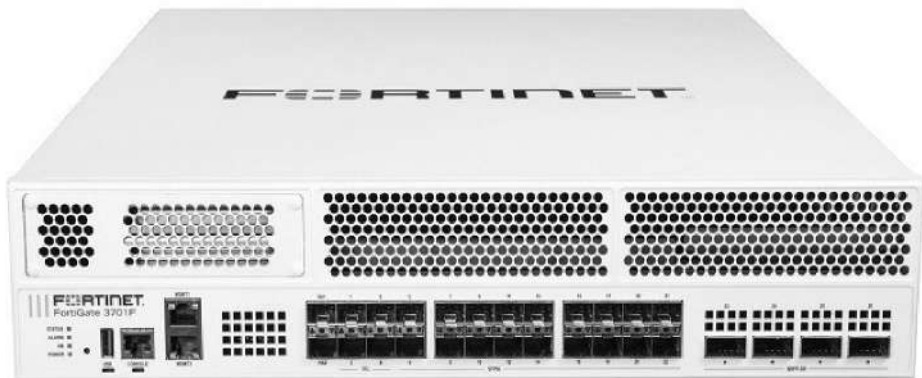
ESPAGNE

Sanchez remanie légèrement son gouvernement

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a légèrement remanié lundi son gouvernement au lendemain de la défaite de son parti aux élections dans la région d'Estrémadure, où la droite a gagné et l'extrême droite a réalisé des avancées significatives. Il a nommé à l'Education et aux Sports la géographe et historienne Milagros Tolon, ancienne maire de Tolède (centre) et, jusqu'à présent, déléguée du gouvernement espagnol dans la région de Castille-La Manche. La nouvelle porte-parole du gouvernement est Elma Saiz, actuelle ministre de la Sécurité sociale et des Migrations. Enfin, Pilar Alegria, qui jusqu'à la semaine dernière exerçait les fonctions de ministre de l'Education et de porte-parole du gouvernement, a quitté le cabinet pour être candidate aux élections dans la région d'Aragon, qui se tiendront en février.

Les cybercriminels exploitent activement les failles d'authentification de Fortinet

Les vulnérabilités découvertes récemment dans l'authentification de Forticloud sont exploitées par les cybercriminels. Des chercheurs ont détecté des attaques sur des équipements Fortinet non-corrigés.



Les cybercriminels ne perdent pas de temps pour exploiter les vulnérabilités récemment révélées dans l'authentification des équipements Fortinet. Les chercheurs d'Arctic Wolf font état de tentatives récurrentes sur les pare-feu FortiGate de dernière génération depuis l'alerte lancée par le fournisseur. « Nous avons constaté des dizaines d'intrusions depuis le 12 décembre 2025 », a déclaré un porte-parole d'Arctic Wolf Labs. « Jusqu'à présent, l'activité semble être de nature opportuniste. Bien qu'il soit difficile d'estimer le nombre d'équipements directement vulnérables à cette faille, des centaines de milliers de dispositifs Fortinet sont accessibles sur l'internet public via des moteurs de recherche spécialisés. »

L'avis des experts indique que les administrateurs qui constatent des activités malveillantes dans leurs journaux doivent supposer que les identifiants de pare-feu hachés stockés dans les configurations exfiltrées ont été compromis et les réinitialiser « dès que possible ».

Mardi, la CISA américaine a ajouté l'une des vulnérabilités référencée CVE-2025-59718 à son catalogue des brèches connues et exploitées (KEV). Entre autres, les pirates informatiques exploitant ces vulnérabilités pourraient accéder aux

fichiers de configuration des équipements Fortinet afin d'accélérer la violation des contrôles de sécurité. Les failles de contournement de l'authentification, CVE-2025-59718 et CVE-2025-59719, se trouvent dans le système d'exploitation FortiOS qui motorise FortiWeb, FortiProxy et FortiSwitchManager. Si elles étaient exploitées, un attaquant pourrait contourner l'authentification de connexion FortiCloud SSO si cette fonctionnalité est activée sur le dispositif.

Une réactivité de Fortinet, mais aussi des pirates

Pour certains administrateurs, la fonctionnalité a peut-être été activée à leur insu. En effet, lorsque les administrateurs enregistrent des appareils à l'aide du portail d'assistance produit FortiCare, FortiCloud SSO est automatiquement activé, sauf s'ils désactivent le paramètre « Autoriser la connexion administrative à l'aide de FortiCloud SSO » sur la page d'enregistrement. Pour éviter d'être affectés, les administrateurs doivent désactiver la fonctionnalité de connexion FortiCloud, si elle est activée, puis mettre à jour le logiciel vers la dernière version avant de réactiver la fonction. « Fortinet a réagi rapidement pour corriger ces fai-

bleses qui rendent possible le contournement de l'authentification », s'est félicité Piyush Sharma, CEO de Tuskira, un fournisseur de plateformes de vulnérabilité. « Cependant, la vitesse à laquelle les acteurs malveillants exploitent les failles nouvellement découvertes continue de dépasser les cycles de correction traditionnels », s'est-il inquiété.

Selon lui, « cette célérité montre qu'il y a un besoin critique de systèmes d'agents IA qui fournissent une gestion continue et en temps réel de l'exposition et une réponse autonome aux menaces ». Il pointe aussi le fait que tout fichier de configuration qui aurait été exfiltré pourrait servir aux pirates informatiques pour cartographier l'architecture du réseau et identifier les interfaces vulnérables et les points de défaillance à utiliser dans le cadre de campagnes d'attaques ciblées ou d'exploitation. De plus, les mots de passe faibles pourraient être piratés hors ligne et utilisés par les attaquants pour se faire passer pour des utilisateurs légitimes et se déplacer latéralement à travers les réseaux. « La combinaison de ces informations ouvre la voie à des cyberattaques potentiellement dangereuses et très précises, qui pourraient conduire au vol de données, voire à la compromission totale du réseau », a-t-il mis en garde. « Les entreprises vulnérables qui n'ont pas encore appliqué les correctifs publiés par Fortinet devraient le faire immédiatement », a-t-il insisté. « De même, toutes les entreprises devraient mettre en pratique la rotation des identifiants et appliquer les principes du moindre privilège afin d'éviter toute fuite inutile de données », a-t-il recommandé. Au-delà des conseils de Fortinet concernant la mise à niveau du logiciel de ses appareils, Arctic Wolf invite également les administrateurs à suivre les meilleures pratiques du fabricant pour renforcer la sécurité de ses équipements.

Le prix de la DRAM pousse certains intégrateurs à vendre leurs configurations sans mémoire vive

Difficile d'échapper aux conséquences de l'augmentation farouche des prix que connaît le marché de la DRAM. Même les intégrateurs sont contraints d'ajuster leurs méthodes. Pourvu que l'on soit un minimum intéressé par le monde de la tech, impossible de ne pas avoir entendu parler de l'inflation que connaît le monde de la DRAM. Une inflation aux répercussions chaque jour plus importante puisque tous les acteurs du marché de la tech sont touchés.

Nous vous en parlons depuis le mois de septembre, le cours de la DRAM a tout simplement explosé en quelques semaines alors que la gargantuesque demande du monde l'intelligence artificielle engloutit toute l'offre.

Les principaux fabricants mondiaux de DRAM – l'Américaine Micron et les Sud-coréennes Samsung, SK Hynix – ont longtemps préféré investir massivement dans la production de HBM, mémoire bien plus lucrative, et les chaînes de DRAM sont dans l'impossibilité de satisfaire la demande. Cela dit, même sur les chaînes de HBM, la production est insuffisante, personne n'ayant prévu l'ampleur de la demande occasionnée par l'intelligence artificielle.

Pour ne rien arranger, alors que certains prédisent une bulle prête à éclater, les fabricants rechignent à l'idée d'augmenter leurs capacités de productions. Pour quelle raison se risqueraient-ils à investir alors que les marges actuelles leur assurent de confortables revenus sans la moindre incertitude.

Dans certains cas jusqu'à trois fois supérieur à ce qu'il était à la rentrée de septembre, le coût de la DRAM a un impact sur toute la chaîne de production et alors que nous venons de souligner une possible baisse de production du côté de NVIDIA, c'est un intégrateur américain qui, le premier, prend des mesures. Mesure radicale d'ailleurs puisque Paradox Customs vient tout simplement de décider d'un option « sans RAM » pour ses machines. De base, l'idée est bien sûr de pouvoir afficher des prix un peu moins délirants pour les configurations qu'il propose, mais aussi d'avoir des tarifs plus stables, moins à la merci de l'inflation toujours croissante de la DRAM. Paradox Customs souligne aussi que cela permet à ses clients déjà détenteurs de barrettes de mémoire vive de faire l'acquisition d'une machine dénuée de composants à la fois superflus et hors de prix. Pour l'heure, nous n'avons pas d'intégrateurs français ayant opté pour une telle solution, mais gageons que la chose risque de ne pas tarder alors que les principaux acteurs du secteur ne voient pas d'éclaircie avant, au mieux, fin-2027.

140 milliards de dollars : Elon Musk touche enfin le pactole tant attendu

C'est une affaire d'Elon Musk qui traînait depuis maintenant de nombreuses années. Son précédent plan de rémunération vient finalement d'être validé !

Ce qui a fait les gros titres dernièrement au niveau de la fortune d'Elon Musk, c'est son incroyable plan de rémunération à 1 000 milliards de dollars. Mais avant ce chiffre fou, il y avait eu un plan de rémunération précédent, qui avait été bloqué par des actions en justice, et traînait depuis maintenant plusieurs années. Un dossier qui arrive enfin à sa conclusion.

Le plan de rémunération de 56 milliards de dollars datant de 2018 enfin validé !

En 2018, Elon Musk se voyait attribué par le conseil d'administra-



tion de Tesla un plan de rémunération considéré à l'époque

comme faramineux (comme le temps passe vite !) de 56 milliards

de dollars. Un plan contesté par certains actionnaires, qui s'étaient portés en justice, et avaient obtenu de la cour de la chancellerie du Delaware sa suspension, en janvier 2024.

Un jugement finalement infirmé cette semaine par la Cour suprême du même État. Les juges ont estimé à l'unanimité que cette suspension laissait Elon Musk « sans compensation pour son temps et ses efforts pendant une période de six ans ». Il lui ont donc finalement accordé ce plan.

Un plan qui vaut aujourd'hui... 140 milliards de dollars !

Sur X, l'homme d'affaires s'est fendu d'un bref message dans lequel il s'est félicité d'avoir été « innocenté ». Et il a de quoi être heu-

reux, puisque la valeur du plan accordé n'est plus celle dont les médias parlaient à l'époque du vote de ce package.

Il était en effet constitué d'actions Tesla, destinées à récompenser les éventuelles réalisations du PDG. Or, depuis, le cours de l'action du constructeur de voiture électriques a grimpé, pour se situer à des niveaux historiques. Il est ainsi estimé que ce plan a aujourd'hui une valeur de près de 140 milliards de dollars, selon des informations de Bloomberg.

Tesla devrait en conséquence prendre d'ici peu la décision de révoquer le plan de 29 milliards de dollars, qui avait été voté en remplacement du précédent. Et Elon Musk y gagne une fois encore au change.

ELECTRIQUE OU ESSENCE

et si le problème venait avant tout de la forme des voitures ?

Une étude suggère qu'un meilleur travail aérodynamique des véhicules, qu'ils soient électriques ou thermiques, permettrait des gains importants en matière de rejets de CO2 mais aussi financiers. Un document commandé par une start-up française qui conçoit un prototype de véhicule à très basse consommation. Mais les automobilistes veulent-ils vraiment d'une telle auto ? Pour les convaincre, il faudrait leur rappeler quelques chiffres, et les gains possibles au quotidien en matière d'autonomie sur les électriques.

Le pratique, ou l'ultra efficient. Le puissant, ou le frugal. Le très confortable et technologique, ou le léger et sobre. Aucun véhicule n'est réellement capable de proposer à chaque fois les deux caractéristiques combinées qui ont tendance à s'opposer. Et si les véhicules hauts sur patte ont gagné du terrain ces dernières années en Europe, c'est avant tout pour des questions de praticité, même si certains clients pensent encore qu'être plus haut amène plus de confort (c'est souvent l'inverse, d'ailleurs). Mais en choisissant des voitures hautes, aux calandres toujours plus imposantes, les automobilistes ont aussi fait une croix sans le savoir sur un élément fondamental de tout objet en mouvement dans notre système : l'aérodynamisme et la recherche d'efficacité.

SUV et aérodynamisme, c'est compliqué

Le problème étant qu'il est extrêmement compliqué d'avoir un véhicule à haute efficacité aéro avec une configuration de SUV. Certains ont des coefficients aéro certes honorables, mais ils n'atteindront jamais les performances d'un engin élancé, plus bas et plus travaillé. Poussé à l'extrême, il faudrait atteindre la forme d'une Mercedes EQXX, voire d'une Volkswagen XL1. C'est d'ailleurs ce qui a probablement dû inspirer la startup française Facteur Dix, qui développe un prototype de véhicule ultra optimisé basse consommation. Et une étude commandée par Facteur Dix au cabinet Astères tente de chiffrer les gains que l'on pourrait avoir si une partie du parc automobile était constitué de véhicules ultra sobres et aéro.

L'aéro d'un véhicule est très importante

L'étude se base sur le modèle suivant : « Astères retient une flotte théorique de 10,5 mil-



lions de véhicules, c'est-à-dire l'ensemble des seconds véhicules des ménages ayant deux voitures, qui parcourt durant chaque jour ouvré de l'année la distance moyenne domicile - travail effectuée en voiture en France, soit 34 km ». S'agissant des données techniques, le cabinet s'appuie sur les travaux de la société française Technomap, qui affirme qu'une mini citadine électrique optimisée permettrait d'atteindre une consommation moyenne de 4,9 kWh/100 km sur cycle normalisé. En ville, l'essentiel de l'énergie requise pour mouvoir un véhicule est dépensée pour compenser le poids du véhicule. Mais à 80 km/h, il faut à peu près autant d'énergie pour déplacer la masse d'un véhicule moyen homologué sur nos routes que pour contrer l'effet de l'air. A 130 km/h en revanche, plus de 80 % de l'énergie dépensée par le moteur sert à contrer la résistance de l'air. Autrement dit, le poids du véhicule joue finalement à moindre mesure (hors parcours à forts dénivelé), une fois sorti des villes. C'est

très rapidement la performance aérodynamique du véhicule qui entre en jeu.

Des gains énormes pour une voiture très particulière

« En termes énergétiques et climatiques, pour parcourir la distance moyenne domicile - travail les jours ouvrés, le prototype aérodynamique consommerait 418 kWh d'électricité par an, contre 947 kWh pour la minicitadine électrique et 555 L d'essence pour la minicitadine thermique. Rapporté à une flotte théorique de 10,5 millions de véhicules, le prototype aérodynamique économiserait au niveau macro l'équivalent de la production de 800 éoliennes ou encore l'installation de panneaux solaires sur 1,3 million de maisons. Concernant les émissions de carbone évitées par an, l'effet serait de 5 600 tonnes par rapport à la minicitadine électrique et 12 000 tonnes par rapport à la minicitadine thermique, soit l'équivalent de

l'empreinte carbone de 600 000 ou 1,27 million de Français », conclut l'étude. Mais elle chiffre ces gains en se basant sur le prototype Line de la startup Facteur Dix, qui est homologué L5E (comme un scooter à trois roues de 125 cc). Autrement dit, un profil de véhicule très radical et léger, toutefois censé pouvoir atteindre les 165 km/h selon les fondateurs de Facteur Dix.

Les automobilistes sont-ils prêts ?

Des gains très importants, non seulement d'un point de vue environnemental, mais aussi pour le portefeuille des usagers. Sauf que cette pilule aurait probablement du mal à passer : quels sont les automobilistes qui accepteraient de rouler au quotidien un engin aussi bas, peu spacieux (tout juste deux places) et taillé avant tout pour fendre l'air ? Probablement pas grand monde. Ajoutez à celui l'aspect sécuritaire important avec une mini voiture au ras du sol au milieu des poids lourds et utilitaires sur la route, en plus d'une protection passive minimaliste, certainement proche d'une voiturette sans permis. Pour les convaincre, il faudra probablement user de la carte autonomie : si les conducteurs de véhicules thermiques ne regardent que très rarement l'autonomie (le critère d'achat étant plutôt la consommation), la donne change en électrique. Et le prototype Line revendique 500 km d'autonomie sur cycle WLTP. Grâce à une consommation de seulement 4 kWh/100 km. C'est en tout cas ce que visent les fondateurs, qui annoncent une homologation pour 2027. Si ces chiffres se vérifiaient sur la route comme cela a pu être le cas pour la Mercedes EQXX (1000 km d'autonomie), peut-être que certains automobilistes changeront d'avis pour un usage quotidien. Il restera à régler la problématique du prix...

Les allemands craignent les chinois, mais ils les aident pourtant à produire des voitures hybrides

ZF, le célèbre équipementier allemand, a réussi à démarcher son premier client pour son prolongateur d'autonomie (eRE+). Ce système compact permet de transformer des véhicules électriques existants en hybrides rechargeables, offrant une solution "tout en un". Son premier client n'est autre que le constructeur chinois Leapmotor, partenaire de Stellantis en Europe, qui utilisera cette technologie dans son grand SUV hybride de luxe, le D19 (724 ch). Alors que l'Europe s'apprête aujourd'hui à dévoiler son grand plan pour l'automobile avec une petite semaine de retard, voilà qu'un des plus gros industriels allemands annonce avoir démarché ses premiers clients pour son prolongateur d'autonomie. Cet industriel n'est ni plus ni moins que ZF, l'équipementier allemand connu surtout pour ses boîtes de vitesses mais qui développe tout un tas de pièces et de technologies pour l'industrie automobile. Récemment, nous évoquions justement les travaux de l'entreprise allemande qui a conçu un pack « tout en un » à moteur essence : un prolongateur d'autonomie sous la forme d'un petit moteur électrique avec tout le nécessaire pour l'intégrer sur un véhicule électrique existant et le transformer

en hybride. Il suffit de le connecter à n'importe quel vilebrequin de moteur thermique. Et devinez quel est l'un des tout premiers clients de ZF pour son « range extender » ?

ZF et son prolongateur séduisent les Chinois

Les véhicules électriques à prolongateur d'autonomie ne sont pourtant pas ce qui manquent aujourd'hui en Chine, dans un marché qui commence à saturer de voitures électriques neuves. Les constructeurs, qui se voient désormais empêchés de commercer au pays de l'oncle Sam et qui ont des barrières douanières à l'exportation vers l'Europe pour les électriques, ont décidé de se rabattre sur l'hybridation qui n'est pas soumise à surtaxe à l'import chez nous. Et même si les Chinois commencent à se faire une spécialité de la prolongation d'autonomie thermique, voilà qu'un de leur plus gros constructeur vient de signer un contrat avec ZF. « Business is business », dit l'adage ! Les Allemands, qui pour certains craignent la menace chinoise, n'hésitent pas pour autant à vendre leurs technologies aux clients chinois... qui proposeront ensuite, pour certains, ces modèles en Europe. Car c'est bien de ça dont il s'agit ici,



même si le véhicule dont nous allons parler n'est pas franchement grand public.

Une chinoise avec une technologie allemande

« Le D19 de Leapmotor est le premier modèle à intégrer la technologie

de prolongateur d'autonomie avancée de ZF, baptisée eRE+ », confirme ZF. L'entreprise allemande avait déjà détaillé sa technologie qui servira ici aussi bien de générateur de courant quand la batterie sera vide, que d'entraînement mécanique des roues dans certaines situations grâce à un embrayage spécifique et

un rapport de réduction/différentiel. Ce petit moteur électrique pourra tout de même fournir 271 ch en pic lorsqu'il sera connecté aux roues. "Les constructeurs peuvent ainsi proposer des fonctions attractives comme une transmission intégrale activable ou un boost supplémentaire de puissance pour les dépassements", rajoute ZF.

Un énorme SUV chinois de 724 chevaux

Le D19, lui, ne sera certainement pas destiné au grand public. Cet énorme SUV chinois hybride (5,20 mètres) développe la bagatelle de 724 ch et abrite une énorme batterie de plus de 110 kWh. Un marché très restreint, donc, qui continue malgré tout d'attirer la convoitise des Chinois bien décidés à montrer leur savoir-faire dans le haut de gamme. Pour l'heure, rien n'indique que cette version à prolongateur d'autonomie sera vendue en Europe mais puisqu'elle pourrait rentrer comme une hybride (les roues sont entraînées par le moteur thermique), ce D19 bénéficierait ainsi de taxes douanières favorables. D'autant plus que si l'Europe décide de prolonger les moteurs thermiques jusqu'en 2040 comme la rumeur l'indique, un tel modèle aurait donc un petit marché.

Mots fléchés

FLEUR DES CHAMPS DÉCOR DE JARDIN		NON RELIGIEUX VARIÉTÉ DE PLANTE		VILLE ALLEMANDE		MIS EN TERRE PLANTE GRIMPANTE		AMAS		NOTE DU CHEF ESPACE VERT		DÉGRINGOLÂMES PLANTES QUI PASSENT L'HIVER	
								PLANTE SUCCULENTE CAPITALE DE LA MONGOLIE					
LEQUEL PAILLIS				C'EST EN FAIT UN ACACIA DÉTESTÉ							QUATRE ROMAINS FLEUR ROYALE		
					VITALE AU JARDIN JARDIN D'HIVER				HÉROÏNE DE LA SÉRIE NCIS				
AGENT DE LIAISON SORBIER			MOIS PRINTANIER OUTIL DE JARDINIER						VERBAL FRUIT DE LA TREILLE				
							ASTER DES MONTAGNES CHAPEAU CLAQUE						
BUGLE PETIT PIN ARBRE ÉPINEUX				DOMINA DEUX À ROME						FILS DE NOÉ TRAVAIL FORCÉ			
						ÉCHASSIER					PRONOM RÉFLÉCHI FUMURE		
AFFLUENT DU DOUBS VIEUX DO						ÇA SUFFIT ! DONNE UNE TULIPE OU UN GLAÏEUL						DÉSHERBE	
				HÉSITATIONS PHOTOGRAPHE DU XIX ^e									TERRINE
RENDIT HOMMAGE	PÉRIODE DES FOINS GENÊT ÉPINEUX		PROMENEUSE							VILLE DES HAUTES-ALPES RELATION PASSÉE			
					IMAGES PIEUSES		TAPE SUR LE SYSTÈME		DIVAGUA TUTEURÉ				
BÊCHE, BINE ET ARROSE LA MAIN VERTE EN EST UN								SANS ERREUR					
			FLEUR TOXIQUE ABIMÉ							TERRE CEINTE TEL UN BONSAÏ			
CELLULE DE RÉFLEXION VIEILLES PIÈCES								POIGNÉE CLIMAT					TIGRE OU MARTAGON
				FAIT L'AFFAIRE		STRIA					FEUILLETÉ	ARTICLE	
GRAMINÉE	SANG VÉGÉTAL					DÉMODÉ							
			GENRE DE MARGUERITE						DÉCOUVERTES				

CASNOS

Les arriérés dus aux pharmaciens d’officine conventionnés réglés

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a indiqué, lundi dans un communiqué, que les arriérés dus aux pharmaciens d'officine conventionnés ont été réglés dans les délais convenus. La CASNOS a précisé que "tous les arriérés dus aux pharmaciens d'officine conventionnés ont été réglés dans les délais convenus, soit dimanche 21 et lundi 22 décembre 2025".

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 23 décembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PÉTROLE

Le Brent monte à plus de 61 dollars

Le pétrole progresse, porté par des tensions géopolitiques, ravivant les craintes d'une perturbation de l'approvisionnement mondial. Vers 11H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, grimpeait de 1,90% à 61,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février également, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 1,93% à 57,61 dollars.

SÛRETÉ D'ALGER

Arrestation de deux individus impliqués dans le vol d’accessoires de véhicules

La Sûreté d'Alger, représentée par la Sûreté urbaine 2 "Didouche Mourad", relevant de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, a procédé, au cours de la semaine écoulée, à l'arrestation de deux individus impliqués dans une affaire de vol d'accessoires de véhicules, avec récupération d'objets volés, indique, lundi, un communiqué de ce corps de sécurité. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la Sûreté d'Alger, représentée par la Sûreté urbaine 2 "Didouche Mourad", relevant de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, a procédé, au cours de la semaine écoulée, à l'arrestation de deux individus impliqués dans une affaire de vol d'accessoires de véhicules, avec récupération d'objets volés", précise la même source. L'affaire fait suite à "une plainte déposée par un citoyen au niveau du siège du service, après avoir été victime du vol d'accessoires de son véhicule". "En coordination avec le parquet territorialement compétent et après exploitation des moyens techniques, les éléments de la police judiciaire ont parvenu à l'identification des auteurs, et sur la base d'un plan bien ficelé, les deux mis en cause ont été interpellés en flagrant délit de vol d'accessoires de véhicules", relève le document.

ALGÉRIE/FAO

Clôture du projet d’appui aux coopératives de pêche et d’aquaculture

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture (DGPA) a organisé, lundi à Alger, un atelier clôturant le projet d'appui technique à la création et à la gestion des coopératives de pêche et d'aquaculture, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Lancé en juillet 2023, ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir le développement durable du secteur de la pêche et de l'aquaculture, et à soutenir sa contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire nationale, à la création de richesse et de valeur ajoutée locale, tout en préservant les ressources naturelles. Il intervient également en application du cadre juridique promulgué en 2022, destiné à encourager les pêcheurs et les aquaculteurs à se regrouper au sein de coopératives professionnelles. Durant la période de mise en œuvre du projet, un diagnostic de la situation des coopératives créées a été établi, accompagné d'un appui technique prévoyant la for-

mation et le renforcement des capacités institutionnelles et administratives, ainsi que l'organisation de sessions de formation spécialisées, notamment dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Près de 50 opérateurs, parmi les professionnels du secteur, représentants d'organisations professionnelles et cadres de l'administration locale, ont bénéficié de ce programme, selon les explications fournies lors de l'atelier. Le projet a été couronné par la mise en place d'outils pratiques pour la création, la gestion et la gouvernance des coopératives, des résultats concrets ayant été réalisés sur le terrain, traduits en projets réussis et une meilleure structuration des organisations professionnelles. Cet atelier a constitué un espace de débat et d'échange entre cadres de la DGPA, cadres locaux et représentants des coopératives, pour examiner et adopter les recommandations finales du projet, ainsi que pour la remise des attestations de formation en économie sociale et solidaire.

Dans son allocution à cette occasion, le Directeur général de la Pêche et de l'Aquaculture, M. Miloud Tria a salué l'appui apporté par la FAO en Algérie, visant à asseoir une coopération fructueuse et constructive avec le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Rappelant l'appui qu'apporte l'Etat pour renforcer le secteur de la pêche et de l'aquaculture, M. Tria a souligné que ce secteur a amorcé une nouvelle phase sur le plan organisationnel, suite à la mise en place du cadre juridique incitant les pêcheurs, les aquaculteurs et autres professionnels à s'organiser au sein de coopératives de pêche et/ou d'aquaculture. Ce projet constitue "un levier fondamental" pour appuyer le modèle coopératif, étant un outil efficace pour organiser la profession et passer du mode traditionnel à un mode collectif à même de renforcer la productivité, notamment à travers le partage des moyens d'appui à la production.

HYDRAULIQUE

Le ministre insiste sur la lutte contre les branchements illicites

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a insisté, lundi à Oum El-Bouaghi, sur la lutte contre les branchements illicites en matière d'eau potable, un phénomène à contrecarrer "sans relâche". Après avoir écouté un exposé sur le secteur de l'hydraulique dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, le ministre a rappelé la volonté politique de prendre en charge le service public de l'eau, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, soulignant que l'Etat a mobilisé d'importants moyens et a réalisé des projets pour améliorer

et consolider l'approvisionnement en eau. Toutefois, M. Derbal a déploré "les vols et les branchements illicites" en affirmant que cette situation était "inacceptable". Il a, à ce propos, instruit les parties concernées de "lutter sans relâche contre ce phénomène" car il s'agit là d'un "devoir moral". "Il est inacceptable que des projets pour fournir de l'eau aux populations soient réalisés sans combattre le phénomène du vol de ce précieux liquide et préserver, ainsi, l'argent public". M. Derbal a également demandé au directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE) d'organi-

ser, dans le cadre de l'amélioration du service public de l'eau, une campagne pour réparer les fuites d'eau dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, en mobilisant les moyens nécessaires et en impliquant les wilayas voisines afin d'appuyer cette opération. Au cours de sa visite dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, le ministre de l'Hydraulique a inspecté la station d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune d'Ain M'lila (65 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya) qui dispose d'une capacité de traitement quotidienne de plus de 16.000 m3. Il a souligné, d'une part, la néces-

sité d'utiliser les eaux traitées à des fins agricoles ou industrielles, considérant qu'elles constituent une source d'eau non conventionnelle, et insisté, d'autre part, sur l'importance de l'entretien régulier de cet équipement et sa sécurisation pour garantir sa pérennité. M. Derbal a également inspecté plusieurs autres projets de son secteur, tels que les chantiers de construction d'une STEP et de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable sur une distance de 75 km, au chef-lieu de wilaya, ainsi que l'aménagement d'un périmètre irrigué dans la commune d'Aïn Beïda.

TIPASA

Portes ouvertes sur les services numériques et la protection des données d’Algérie Télécom

L'entreprise Algérie Télécom (AT) a organisé, lundi à Tipasa, des portes ouvertes dédiées à la promotion de ses services numériques, notamment ceux liés à la sécurisation et à l'hébergement des données, en adéquation avec la stratégie de l'Etat visant une transformation numérique durable. Cette manifestation destinée aux opé-

rateurs économiques, ainsi qu'aux institutions et organismes publics, s'inscrit dans le cadre du processus de transformation numérique escompté par les autorités supérieures du pays, à travers le développement et la sécurisation des infrastructures de télécommunications afin d'assurer des services de qualité, tant aux citoyens qu'aux entreprises, a indiqué

le coordinateur de la communication et des événements auprès d'Algérie Télécom, Yasser Laâkab. Il a ajouté que cette démarche traduit la contribution d'Algérie Télécom au développement économique et social, en tant qu'entreprise citoyenne et pionnière dans les domaines de la numérisation, de la protection des données et de la cyber-sécurité. Pour sa part, le

directeur des offres auprès de l'entreprise, Adlane Koufi, a mis l'accent sur l'importance de l'hébergement et de la sécurisation des données à l'intérieur du territoire national, afin de réduire les risques liés aux cyber-attaques et aux tentatives de piratage, soulignant la compétitivité des coûts et l'expertise nationale mobilisée dans ce domaine.

Il a également assuré qu'Algérie Télécom accompagne les différents secteurs confrontés aux défis de la numérisation grâce à une infrastructure moderne reposant sur des centres de données nationaux situés à Alger, Oran et Constantine, en attendant l'ouverture prochaine d'un 4e centre à Ouargla.

HYDROCARBURES

Sonatrach et la compagnie PERTAMINA signent des contrats de Service

SONATRACH et la compagnie indonésienne PERTAMINA ont procédé, hier, au siège de la Direction Générale de SONATRACH, à la signature de trois (03) contrats de Service portant sur l'enlèvement du pétrole brut, du condensat et des GPL issus du périmètre Menzel Ledjmet « MLN » (Bloc 405a). Selon un communiqué du groupe Sonatrach, ces contrats, qui s'inscrivent dans

le cadre du Contrat d'hydrocarbures du périmètre Menzel Ledjmet, ont pour objectif de permettre au partenaire PERTAMINA de disposer de ses produits dans les conditions les plus optimales aux ports de chargement algériens et à ce titre, SONATRACH fournira ses services et son expertise en matière de programmation, de coordination et de suivi des enlèvements des quantités de pétrole brut, de

condensat et de GPL revenant à PERTAMINA. Pour Rappel, le contrat d'hydrocarbures du périmètre Menzel Ledjmet, conclu conformément aux dispositions de la Loi n°19-13 régissant les activités d'hydrocarbures de type Partage de Production (PSC), est entré en vigueur le 7 janvier 2025 pour une durée de vingt-cinq (25) ans et réunit, en tant que partenaires, SO-

NATRACH, PERTAMINA et REPSOL. En vertu de ces accords, SONATRACH et PERTAMINA confirment la solidité de leurs relations commerciales, qui s'étendent sur plus de vingt-quatre (24) années de coopération continue dans le domaine des hydrocarbures, marquées par des contrats d'achat/vente à long terme et de nombreuses transactions spot portant sur le Saharan Blend, le condensat et les GPL.